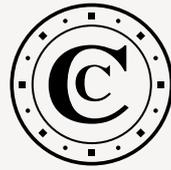


Cour des comptes



Chambres régionales
& territoriales des comptes

REJOIGNEZ LA COUR DES COMPTES !

« S'assurer du bon emploi
de l'argent public,
en informer le citoyen »

RECRUTEMENT DES AUDITEURS ET AUDITRICES

SOMMAIRE

• 5 •

LES JURIDICTIONS FINANCIÈRES

Notre histoire

Nos missions

Nos valeurs

L'organisation des juridictions financières

Les chiffres clés de l'activité

Les compétences développées par les magistrat(e)s

Le projet de réforme stratégique "JF2025" : construire ensemble l'avenir des juridictions financières



• 21 •

REJOIGNEZ LA COUR

Vos activités

Votre carrière

Votre rémunération

• 45 •

LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT

Calendrier

Contacts





Éditorial

Pierre Moscovici, Premier président

Mesdames et messieurs,

Face à la violence de la pandémie et la guerre en Ukraine, qui toutes deux entraînent de lourdes conséquences pour l'économie française, le rôle de la Cour des comptes est plus central que jamais. Les attentes ont été et demeurent fortes envers la Cour – chargée explicitement par la Constitution d'une mission d'aide aux pouvoirs publics et d'information des citoyens – et nous avons été au rendez-vous. Dans ce contexte inédit, l'État a plus que jamais besoin de vous, de vos compétences, de vos nombreux talents, de votre enthousiasme et de votre envie de le servir.

Pour la première fois en 2022, la réforme de la haute fonction publique transforme nos modes de recrutements. Je suis persuadé de la grande attractivité des juridictions financières, qui jouent un rôle fondamental, davantage encore dans une période où la qualité de la dépense publique et la transformation de l'action publique sont essentielles. Sachez qu'elles accueillent des profils variés, à différentes étapes de leur trajectoire professionnelle, pour les former à nos missions de contrôle et d'évaluation mais aussi bénéficier de leurs compétences et expertises.

Pour vous aider à faire votre choix, cette brochure vous présente notre institution, ses activités et ses valeurs, ainsi que les missions qui pourraient vous y être confiées. Elle vous illustre également les trajectoires de

carrière qui pourraient s'ouvrir à vous, après quelques années parmi nous, dans le réseau des juridictions financières ou en dehors. Vous verrez qu'elles sont riches et variées, à l'image de nos missions, et que nos membres évoluent dans des champs d'action très divers.

En plus de cette brochure, pour vous aider à mieux nous connaître, un webinaire sera organisé à votre intention au début du mois de mai. Ce moment permettra de vous présenter les parcours de vos potentiels proches prédécesseurs, des jeunes auditeurs et auditrices arrivés récemment, ainsi que de répondre à toutes vos questions sur votre entrée dans les juridictions financières.

Héritières d'une longue histoire, les juridictions financières sont des institutions en pleine transformation, pour répondre aux attentes de nos concitoyens et accompagner les profonds bouleversements qui touchent l'action publique. C'est tout le sens du projet de la réforme stratégique « Juridictions financières 2025 » que j'ai engagé depuis mon retour à la Cour des comptes en tant que Premier président, il y a maintenant deux ans. Deux plans stratégiques de 75 propositions, tant sur nos métiers que sur nos moyens, doivent nous aider à devenir des juridictions plus ouvertes, plus rapides, et donc plus utiles au renouveau du service public. Avec ce projet, les juridictions financières contribueront à l'excellence de l'action publique en se rapprochant des citoyens

et en devenant le grand organisme de contrôle, d'audit et d'évaluation dont notre pays a besoin. Nous aurons besoin de vous pour mettre en œuvre et faire vivre ces ambitions !

215 ans après la création de la Cour et 40 ans après celle des chambres régionales et territoriales des comptes, les juridictions financières sont aujourd'hui face à un tournant décisif. Elles ont besoin, pour se réinventer, d'idées innovantes et de nouvelles recrues : avec l'aide de celles et ceux d'entre vous qui nous rejoindront, nous allons écrire ensemble une nouvelle page de leur histoire. Nous renforcerons également notre dimension européenne et internationale, pour accroître la visibilité de nos travaux et renforcer nos liens avec les autres institutions supérieures de contrôle et les organisations internationales. Je souhaite d'ailleurs que vous preniez toute votre part à cette montée en puissance aux échelles européenne et internationale, notamment depuis que j'ai été élu membre du Comité en charge de l'audit externe des Nations unies au nom de la Cour des comptes. Ce mandat de commissaires aux comptes représente une opportunité de travail sans précédent pour l'ensemble des membres des juridictions financières, et particulièrement pour ses jeunes recrues.

En nous rejoignant, vous apprendrez aussi un métier complet, passionnant et plus que jamais porteur de sens, celui de magistrat(e) des comptes. Vous y ferez l'expérience des valeurs cardinales qui sont les nôtres, l'indépendance, la collégialité et la contradiction, mais aussi la tolérance et l'écoute. Vous y acquerez des compétences fondamentales – les principes de la gestion publique, les règles de la commande

publique, la détection et la prévention des atteintes à la probité. Vous y intégrerez une communauté professionnelle diversifiée, soudée et solidaire. Vous y conduirez des carrières variées au service de l'intérêt général, en alternant les fonctions de contrôle dans nos juridictions, au siège comme au parquet, avec des postes opérationnels en dehors, dans un vaste champ d'administrations et d'entreprises publiques, en France comme à l'étranger.

Surtout, par vos travaux et votre engagement, vous ferez vivre avec nous une injonction capitale, celle de l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, fondement de nos sociétés démocratiques et des missions dévolues aux juridictions financières :

« La Société a le droit de demander compte à tout Agent public de son administration ».

Bonne lecture !

Pierre Jescovic

LES JURIDICTIONS FINANCIÈRES

Notre histoire

Les institutions financières sont les héritières d'un passé ancien, au cours duquel le contrôle indépendant des comptes publics s'est affirmé comme un attribut essentiel des démocraties modernes.

“ Je veux que par une surveillance active l'infidélité soit réprimée et l'emploi légal des fonds garanti.

Napoléon I^{er}

Ancêtres des juridictions financières, les **chambres des comptes**, installées à Paris et dans plusieurs régions du Royaume, ont assisté la monarchie française jusqu'à la Révolution française dans le contrôle des dépenses et des recettes du Trésor Royal. On retrouve leur trace dès 1320 dans l'**Ordonnance de Vivier en Brie**, qui fixe l'organisation et les attributions de la chambre des comptes de Paris.

C'est sous le Premier empire, par la **loi du 16 septembre 1807**, qu'est créée la Cour des comptes dans sa forme quasi-actuelle. Elle devient alors l'une des premières **institutions supérieures de contrôle** (ISC) au monde.

L'organisation des travaux de la Cour est, à l'époque, bien différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Ce n'est ainsi qu'en 1832 que **son rapport public annuel**, jusque-là remis uniquement à l'empereur ou au roi, est transmis aux assemblées parlementaires. Il ne deviendra public qu'à partir de 1938.

En 1912, après l'incendie du Palais d'Orsay où elle était installée aux côtés du Conseil d'État, la Cour des comptes s'établit au **Palais Cambon**, bâtiment construit spécialement pour elle, où elle siège toujours aujourd'hui.



Des missions qui se sont étoffées au fil du temps

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les missions de la Cour des comptes se sont progressivement élargies, en suivant l'extension des compétences de la puissance publique. L'institution a en parallèle gagné en indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif.

En 1950, la Cour reçoit compétence pour contrôler les **organismes de sécurité sociale**, en 1976, pour contrôler les comptes des **entreprises publiques** et, en 1991, ceux des organismes faisant appel à la générosité publique.

En 2001, la **loi organique relative aux lois de finances (LOLF)** confie à la Cour la mission de **certifier des comptes de l'État** ; elle sera étendue en 2005 à ceux du régime général de la sécurité sociale. Depuis 2013, la Cour certifie également les comptes des deux **assemblées parlementaires**, l'Assemblée nationale et le Sénat.

En 2008, la Constitution consacre pour la première fois un article à la Cour des comptes. Il confirme son rôle d'assistance aux pouvoirs publics, Parlement et Gouvernement, ainsi que ses missions d'**évaluation des politiques publiques** et d'**information des citoyens**.

“ La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement. Elle assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et de l'application des lois de financement de la sécurité sociale ainsi que dans l'évaluation des politiques publiques. Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens.

Article 47-2 de la Constitution

De nouvelles missions ont à nouveau été confiées aux juridictions financières ces dernières années, à l'image, en 2016, du contrôle des cliniques privées et des établissements et services médico-sociaux. En 2022, la loi "3DS" crée une compétence d'évaluation des politiques publiques pour les chambres régionales des comptes (CRC), rapprochant ainsi leurs missions de celles de la Cour des comptes. Les CRC pourront être saisies par les présidents de conseil régional, départemental ou de métropole.

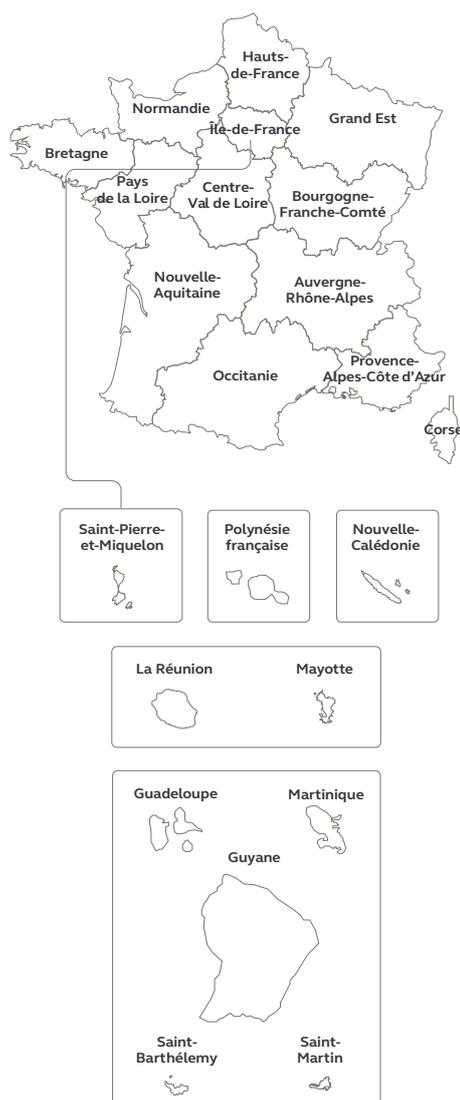
Dans le même temps, le rythme de publication des juridictions financières et l'écho médiatique conféré à leurs travaux se sont renforcés : en 2021, ce sont par exemple 166 travaux de la Cour qui ont fait l'objet d'une publication. Cette même année, le site internet des juridictions financières a accueilli près de **1,4 millions de visiteurs**. Plus de 500 000 téléchargements de rapports ont été dénombrés en 2021 ainsi que près de 22 000 retombées presse.



La création d'un réseau de juridictions financières

Les **chambres régionales et territoriales des comptes (CRTC)** sont créées à l'issue du premier acte de décentralisation, en 1982. Elles forment alors un ordre de juridiction dont la Cour est la juridiction supérieure et sur lequel le Premier président exerce son autorité.

Une importante réforme des ressorts géographiques des CRTC est conduite en 2012 et 2016 pour parvenir aujourd'hui à un réseau composé de 17 chambres régionales et territoriales des comptes, dont 13 situées en métropole et 4 en outre-mer.



Nos missions

JUGER - CONTRÔLER - ÉVALUER
CERTIFIER

Le rattachement d'institutions associées

Des institutions associées ont également rejoint le périmètre des juridictions financières : outre la **Cour de discipline budgétaire et financière** (CDBF), créée en 1948, le législateur installe en effet en 2005 le **Conseil des prélèvements obligatoires** (CPO), en remplacement du Conseil des impôts, puis le **Haut conseil des finances publiques** (HCFP), en 2012.

Haut Conseil des
Finances Publiques



Le Haut Conseil des finances publiques, des moyens renforcés et un mandat élargi

La nouvelle loi organique constitue un progrès important pour le HCFP créée en 2012 : il aura désormais pour mission d'apprécier le réalisme des prévisions de finances publiques alors que, jusqu'à présent, seul celui des prévisions macroéconomiques lui incombait. La transparence des finances publiques s'en trouvera ainsi renforcée, permettant au Parlement et au citoyen de se former un avis plus éclairé sur les perspectives de finances publiques de la France. Le mandat du Haut conseil est également étendu aux lois de programmations sectorielles ayant une incidence sur les finances publiques.

Le contrôle juridictionnel



La Cour des comptes et les chambres régionales et territoriales des comptes jugent les comptes de près de 1300 comptables publics, nationaux et locaux. Selon un programme de travail librement établi par leur chambre, les magistrat(e)s financier(ère)s vérifient, **sur pièces et sur place**, que les organismes contrôlés tiennent correctement leur comptabilité.

En 2022, l'ordonnance relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics opère une profonde réforme des règles en établissant un régime unifié entre les ordonnateurs et les comptables publics, et redéfinit les infractions actuellement poursuivies devant la Cour de discipline budgétaire et financière (CDBF).

La Cour des comptes est le **juge d'appel des jugements des CRTC**. Le Conseil d'État est le juge de cassation de la Cour.





La Cour se dote d'une chambre contentieuse

Désormais, le juge financier ne jugera plus les comptes, mais bien les auteurs des fautes financières les plus graves, qu'ils soient ordonnateurs ou comptables publics. Le principe fondamental de séparation de l'ordonnateur et du comptable est, lui, maintenu.

Dans ce nouveau régime, les gestionnaires publics seront passibles de sanctions pécuniaires pouvant atteindre jusqu'à six mois de rémunération - mettant fin au pouvoir de remise gracieuse du ministre, propre à la « justice retenue » qui caractérisait le régime précédent de responsabilité personnelle et pécuniaire. La chambre du contentieux (7^e chambre de la Cour des comptes), composée à parité de magistrats de la Cour et des chambres régionales et territoriales des comptes (CRTC), sera chargée d'instruire et de juger les affaires en première instance. L'appel sera ouvert à tous les justiciables.

Le contrôle des comptes et de la gestion

Le contrôle des comptes et de la gestion constitue la mission la plus connue des juridictions financières. Elle s'exerce à l'égard d'un vaste champ d'acteurs publics : la Cour des comptes contrôle ainsi l'État et ses opérateurs, les organismes de sécurité sociale, les entreprises publiques ainsi que les organismes bénéficiant de dons. Ses **observations définitives** sont communiquées aux institutions et organismes contrôlés ainsi qu'à leur autorité de tutelle. Elles peuvent faire l'objet d'une **publication**, sous différentes formes (rapports publics thématiques, référés adressés au Premier ministre, insertion au rapport public annuel, etc).

Les chambres régionales et territoriales des comptes, dans le cadre de l'examen de la gestion, contrôlent les collectivités publiques de leurs ressorts, et peuvent également être amenées à vérifier la gestion de leurs satellites de droit privé. Les observations définitives résultants de cet examen sont portées à la connaissance des **assemblées délibérantes** de ces collectivités, et sont ensuite systématiquement rendues publiques.

Le contrôle des comptes et de la gestion consiste à apprécier de manière indépendante, objective et documentée, la régularité et la performance de la gestion d'une entité ou d'une activité. Il ne conduit donc jamais à apprécier l'opportunité des choix politiques faits par les établissements contrôlés.

Les juridictions financières établissent librement la programmation de leurs contrôles et décident, en toute indépendance, des suites qu'elles entendent leur donner.

Elles peuvent notamment saisir la **Cour de discipline budgétaire et financière** (CDBF) des irrégularités commises en matière de finances publiques par les ordonnateurs et gestionnaires publics et/ou, par l'intermédiaire du Parquet, transmettre au **Procureur** ou à la **Procureure de la République** toutes les observations relatives à des faits pouvant relever d'une qualification pénale.



La Cour des comptes et les CRTC s'associent fréquemment dans leurs travaux, en participant à des **enquêtes thématiques**, portant sur des politiques publiques partagées entre l'État et les collectivités territoriales. Ces enquêtes sont alors menées par des **formations inter-juridictions (FIJ)**, réunissant des magistrat(e)s et des rapporteur(e)s de la Cour et des CRTC concernées.

En 2020, le nombre de FIJ actives (27) a atteint **son plus haut niveau historique**. Par suite, **10** rapports ou fascicules issus de travaux de FIJ ont été publiés, soit plus du double du volume observé les années précédentes :

- Deux chapitres dans le rapport public annuel : La restauration collective, les abattoirs publics ;
- Les heures supplémentaires dans la fonction publique ;
- Le rapport sur les finances publiques – 3 fascicules : en juillet, sur la situation à la veille de la crise puis, en décembre, un état des lieux financier de la crise pour les collectivités et un premier bilan sur les métropoles ;
- La territorialisation des politiques du logement : consolider les acquis pour franchir de nouvelles étapes ;
- Le logement dans les départements et les régions d'outre-mer ;
- Les polices municipales ;
- La protection de l'enfance ;
- L'évaluation de l'attractivité des quartiers prioritaires ;
- Les villes moyennes en Occitanie.

“
Un exemple d'enquête issue d'une formation inter-juridictions : l'évaluation de la politique publique de lutte contre la prolifération des algues vertes en Bretagne (Cour des comptes - CRC Bretagne)

Les juridictions financières ont publié le 2 juillet 2021 une évaluation de politique publique particulièrement attendue portant sur les politiques de lutte contre le phénomène des algues vertes en Bretagne. Fruit de deux années de travail et d'une centaine d'auditions, cette évaluation a mobilisé de manière inédite l'ensemble des parties prenantes régionales et des huit baies concernées.



Des missions spécifiques à la Cour des comptes

► **La certification des comptes : une influence significative sur la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes publics**

La certification garantit au citoyen une **information financière et comptable** claire, lisible, et une **image fidèle** de la réalité financière de l'État et de la sécurité sociale. La certification donne l'assurance que les comptes certifiés sont conformes à un ensemble de règles et de principes budgétaires et comptables. Elle garantit également aux décideurs publics et aux investisseurs une **information fiable** des comptes publics.

L'exercice de certification peut donner lieu à la **formulation de réserves**, voire à un refus de certifier. L'ensemble des exercices de certification conduits depuis 2005 a ainsi donné lieu à la formulation de réserves, dont le nombre tend toutefois à diminuer.

► **L'évaluation des politiques publiques : un positionnement unique, des méthodes dédiées, un savoir-faire reconnu**

Depuis la révision constitutionnelle de 2008, la Cour des comptes a explicitement pour mission d'assister le Parlement et le Gouvernement dans l'évaluation des politiques publiques. Elle cherche alors à vérifier si les **résultats** d'une politique publique sont à la hauteur des **objectifs** fixés, et si les **moyens** budgétaires consacrés sont utilisés de manière **efficace et efficiente**. Pour réaliser ces travaux d'évaluation, la Cour peut s'associer largement avec un vaste ensemble de **parties prenantes** à la politique évaluée.

Ces dernières années, des travaux d'évaluation ont ainsi été consacrés, par exemple, à la politique publique de sécurité routière (2021), à la lutte contre la fraude aux prestations sociales (2020), à l'attractivité des quartiers prioritaires (2020), ou encore aux politiques publiques de lutte contre la pollution de l'air (2019) et contre les consommations nocives d'alcool (2016).

► L'assistance au Gouvernement et au Parlement

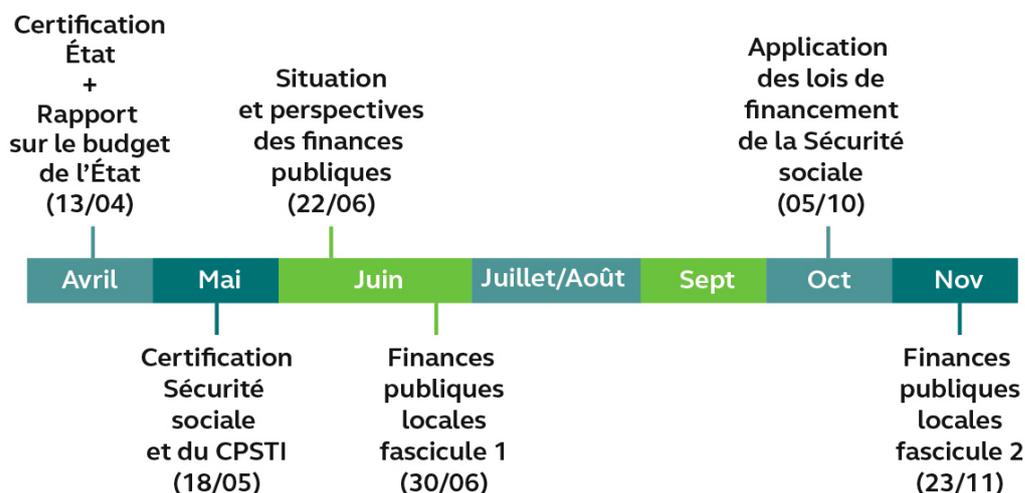
Conformément à diverses dispositions législatives, plusieurs grands rapports financiers sont réalisés chaque année par la Cour et remis au Parlement :

- Le **rapport sur le budget de l'État** (RBDE) constitue une analyse détaillée, mission par mission, de l'exécution budgétaire de l'année n-1. Publié au printemps, il vise à éclairer la discussion parlementaire du projet de loi de règlement.



- Le **rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques** (RSPFP) constitue un diagnostic global de la situation des finances publiques, toutes administrations publiques confondues - État, sécurité sociale, collectivités territoriales. Il est remis en juin au Parlement, en amont du débat d'orientation budgétaire.
- Le **rapport sur les finances publiques locales** (FIPULO) est remis au Gouvernement et au Parlement. Il contient une analyse détaillée de la situation financière des administrations publiques locales et une analyse thématique portant sur un aspect de la gestion publique locale. En 2020 par exemple, cette partie a été consacrée au bilan de la mise en place des métropoles.
- Le **rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale** (RALFSS) est publié chaque automne. Il analyse la situation financière de la sécurité sociale en amont de la discussion du projet de loi de financement suivant. Il contient également un certain nombre de chapitres thématiques présentant les résultats de contrôles menés sur différentes branches.
- Les **rapports dits « 58-2 »** sont réalisés à la demande des commissions des finances des deux assemblées, dans un délai de huit mois. Entre 10 et 15 rapports par an sont remis au Parlement dans ce cadre, portant sur des sujets très divers. En 2020, la Cour a par exemple rendu publics des rapports conduits à la demande du Parlement et consacrés à l'arrêt et au démantèlement des installations nucléaires, aux médecins et aux personnels de santé scolaire, à la structuration de la filière-bois ou encore au pilotage des opérations de l'action extérieure de l'État.

2021



La Cour peut également réaliser des enquêtes à la demande du Premier ministre. Elle l'a ainsi fait, par exemple :

- En 2017, pour fournir au nouveau Gouvernement et à la nouvelle législature un audit des finances publiques ;
- En 2019, pour faire un état des lieux de la lutte contre la fraude aux prélèvements obligatoires ;
- En 2021, afin de proposer au pouvoir exécutif une stratégie de finances publiques pour sortir de la crise de Covid-19, en conciliant le soutien à l'activité et la soutenabilité.



Des missions spécifiques confiées aux chambres régionales et territoriales des comptes

► Le contrôle budgétaire

Cette mission est propre aux chambres régionales et territoriales des comptes (CRTC). Sur saisine du préfet (voire, dans certains cas, d'un créancier d'une entité de leur ressort), les CRTC jouent un rôle central dans le contrôle budgétaire en proposant au préfet les solutions à appliquer lorsqu'un budget n'est pas voté dans les délais prescrits par la loi ou lorsqu'il est voté en déséquilibre, en l'absence d'inscription au budget d'une dépense obligatoire ou encore lorsqu'un compte administratif est rejeté ou fortement déficitaire.

Dans ces cas-là, le préfet ne peut régler le budget de la collectivité ou de l'établissement qu'après avoir pris l'avis de la chambre. Contrairement au contrôle juridictionnel et à l'examen de la gestion, qui sont des contrôles *a posteriori*, le contrôle budgétaire est un contrôle contemporain, destiné à aider les collectivités concernées à surmonter les difficultés budgétaires. Les chambres, dans ce cadre, ne

sont pas des censeurs mais des conseils dont l'expertise financière et l'indépendance sont reconnues.

Le contrôle budgétaire constitue une part importante de l'activité des chambres régionales des comptes, mais très variable d'une région à l'autre et relativement sensible à l'évolution de la situation financière des collectivités locales.

Les activités internationales des juridictions financières

Les juridictions financières conduisent des actions internationales dans plusieurs domaines :

■ En contribuant au renforcement des capacités d'autres institutions supérieures de contrôle (ISC)

Tout au long de l'année, des actions de coopération bilatérale et multilatérale sont ainsi conduites en ce sens. Les juridictions financières répondent aussi à des demandes de bailleurs de fonds tels que la Banque mondiale ou la Commission européenne. La coopération bilatérale prend parfois la forme de **jumelages** longs (Tunisie, Algérie) ou courts (Maroc) sous l'égide de l'Union européenne, ou d'**accords de coopération** (Brésil, Niger, Chine, Chili, Sénégal...).

■ En participant activement aux organisations internationales regroupant les institutions supérieures de contrôle

La Cour participe à plusieurs instances internationales comme l'**Intosai** (organisation internationale des ISC des finances publiques), **Eurosai** (organisation européenne des ISC des finances publiques) ou **Euroraï** (organisation européenne des institutions régionales de contrôle des finances publiques). Au sein de ces instances, la Cour coopère en faveur de la professionnalisation et de la normalisation des pratiques et méthodes de contrôle et promeut son modèle juridictionnel de contrôle des finances publiques, indépendant des pouvoirs exécutif et législatif. Elle préside par ailleurs le groupe de travail sur l'évaluation des politiques publiques de l'Intosai et forme à ce titre d'autres ISC à ses méthodes évaluatives.

La Cour a pris également une part active à la présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE) en 2022. Elle entend ainsi organiser et pérenniser la tenue d'une conférence internationale des ISC européennes ouverte à la société civile. La PFUE présente une occasion supplémentaire de s'investir pleinement dans les activités européennes et internationales des juridictions financières.



■ En détenant des mandats de commissaire aux comptes ou d'auditeur externe d'organisations internationales

Le Premier président de la Cour des comptes est ainsi le commissaire aux comptes de plusieurs organisations internationales. Dans ce cadre, la Cour procède à l'examen de la gestion de ces organisations, à travers des audits de performance et de régularité.

Ces mandats sont attribués à l'issue d'une phase de sélection et pour une durée de plusieurs années. La Cour est ainsi actuellement auditrice externe de la Cour pénale internationale, du Programme alimentaire mondial, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation mondiale du commerce, et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Le Premier président souhaite faire de la dimension européenne et internationale des travaux des juridictions financières un axe central des prochaines années. Le projet stratégique « JF 2025 » (voir pp. 20-21) prévoit ainsi :

- de davantage intégrer dans notre programmation des travaux réalisés en coopération avec la Cour des comptes européenne et d'autres ISC européennes ;
- de systématiser la traduction en langue anglaise de nos rapports les plus significatifs ;
- d'établir un programme pérenne d'échanges de personnels de contrôle entre ISC européennes, afin de développer notre mobilité internationale.

La Cour des comptes, commissaire aux comptes de l'ONU pour un mandat de six ans

Le 17 novembre 2021 l'Assemblée générale de l'ONU a élu le Premier président de la Cour des comptes comme nouveau membre du Comité en charge de l'audit externe des Nations unies. En juillet 2022, Pierre Moscovici succèdera ainsi à son homologue allemand, Kay Scheller, pour un mandat de six ans. Il rejoindra les deux autres membres actuels du Comité, dont les mandats respectifs dureront encore deux et quatre ans : le Contrôleur général du Chili et l'Auditeur général de la Chine.

Ce mandat de commissaires aux comptes représenterait une opportunité de travail sans précédent pour l'ensemble des membres des juridictions financières et particulièrement pour ses jeunes recrues, d'autant qu'il s'inscrirait dans un contexte de réforme de l'ONU et de ses organismes affiliés.

Nos valeurs

Professionnelles : indépendance, contradiction et collégialité



L'indépendance

Institution supérieure de contrôle, les juridictions financières exercent leurs missions en toute indépendance. Cette indépendance découle de leur statut de juridictions, comme le **Conseil constitutionnel** l'a affirmé dans une décision du 25 juillet 2001.

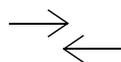
La Cour et les chambres régionales et territoriales des comptes définissent ainsi librement le programme de leurs travaux, sans préjudice des missions qui peuvent leur être confiées par le législateur ou, dans le cas des CRTC, qu'elles peuvent exercer sur saisine du préfet. Elles organisent comme elles le souhaitent la conduite de leurs activités et décident librement des suites qu'elles entendent donner à leurs travaux.

L'indépendance de l'institution tient aussi à l'indépendance de ses membres. Une fois installé(e)s devant leurs pairs et après avoir prêté serment en audience solennelle, les magistrat(e)s financier(ère)s sont ainsi **inamovibles**.



*Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions,
de garder le secret des délibérations et de me comporter
en tout comme un digne et loyal magistrat*

Article L120-3 du code des juridictions financières



La contradiction

Dans l'exercice de toutes les missions, juridictionnelles ou non, les juridictions financières suivent systématiquement une procédure contradictoire et instruisent **à charge et à décharge**. Cette garantie permet concrètement aux administrations et aux tiers contrôlés de répondre aux observations provisoires des magistrat(e)s. Ils peuvent également, s'ils le souhaitent, demander à **être auditionnés** par la formation délibérante.

L'analyse de ces réponses donne lieu à un nouvel examen du rapport provisoire et, souvent, à la modification de celui-ci. Les réponses écrites des contrôlés peuvent figurer *in extenso* à la fin d'une publication des juridictions financières.



La collégialité

La collégialité constitue l'un des principes fondateurs de fonctionnement des juridictions financières. Au cours des différentes phases de leur élaboration, les juridictions soumettent en effet les projets de rapports à des délibérations collégiales.

Une fois déposé par l'équipe en charge de l'instruction, un rapport est ainsi examiné par plusieurs membres de la chambre. Une fois adopté, il est formellement endossé par la juridiction : ainsi et contrairement aux rapports d'inspections ministérielles, les rapports des juridictions financières sont l'œuvre d'un collectif et n'ont donc formellement pas d'auteurs.

D'une façon générale d'ailleurs, les travaux des juridictions financières ne sont jamais réalisés par une seule personne. Sauf exception, les travaux, à la Cour et en CRTC, sont instruits en binôme, voire en équipe.

En donnant le temps et l'occasion de confronter les points de vue et de croiser les expertises, la collégialité constitue un gage important de qualité et d'impartialité des travaux des juridictions financières.

En tant qu'employeur : égalité, diversité et tolérance

Les juridictions financières sont engagées dans la promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Leurs actions sont orientées, d'une part, vers la lutte contre les différentes formes de harcèlement, contre les violences sexuelles et sexistes et contre les stéréotypes de tous types et, d'autre part, vers une répartition équilibrée des postes d'encadrement entre les femmes et les hommes.

L'organisation des juridictions financières

Le Premier président



Le Premier président de la Cour des comptes est nommé par décret pris en Conseil des ministres. Une fois nommé, il est inamovible, ce qui garantit son indépendance.

En tant que chef de corps des juridictions financières, le Premier président préside notamment le Conseil supérieur de la Cour ainsi que celui des CRTC. Il exerce son autorité sur les chambres de la Cour des comptes ainsi que sur les CRTC, en laissant à chaque chambre le choix de ses contrôles et de leur déroulement.

Après avis de la Procureure générale, il définit l'organisation des travaux de la Cour, répartit les attributions entre les chambres et arrête le programme annuel des travaux.

Le Premier président de la Cour des comptes préside aussi également, *ès qualité*, d'autres institutions indépendantes : la Cour de discipline budgétaire et financière, le Haut Conseil des finances publiques et le Conseil des prélèvements obligatoires.

Porte-parole de l'institution, le Premier président est celui qui incarne les juridictions financières dans les médias et auprès des autres institutions de la République.

PRÉSIDENCES DE CHAMBRE

1^{re} chambre : **Christian Charpy**

Compétences économiques et financières de l'État, financement de l'économie et institutions financières publiques, finances publiques et comptes de l'État, industrie, commerce et services, télécommunications

2^e chambre : **Annie Podeur**

Énergie, transports, environnement, agriculture et mer

3^e chambre : **Louis Gautier**

Éducation, jeunesse et sports, enseignement supérieur, recherche, culture et communication

4^e chambre : **Gilles Andréani**

Défense, sécurité intérieure, justice, affaires étrangères, pouvoirs publics constitutionnels et renseignement, services du Premier ministre, administration déconcentrée, finances publiques locales, appels des jugements et des ordonnances des CRTC

5^e chambre : **Catherine Démier**

Travail et emploi, ville et logement, cohésion des territoires, immigration et intégration, cohésion sociale et solidarité, générosité publique

6^e chambre : **Denis Morin**

Sécurité sociale, santé, secteur médico-social

Le Premier président administre les services de la Cour avec l'assistance d'un(e) secrétaire général(e) et de trois secrétaires généraux (ales) adjoint(e)s, nommé(e)s sur sa proposition, ainsi que de deux chargé(e)s de mission, tous issus du corps des magistrats financiers.

Composé de plusieurs directions, le secrétariat général assure l'ensemble du fonctionnement administratif de l'ensemble des juridictions financières (ressources humaines, finances, services informatiques, greffe central, direction des affaires internationales, etc.) ainsi que l'appui au métier, sous l'égide du **Centre d'appui métier**.

Organigramme du secrétariat général



Exemples de contrôles récents menés par les différentes chambres

1^{re} chambre :

- Les relations entre l'État et ses opérateurs (2021)
- Les aides publiques à l'innovation des entreprises (2021)
- La lutte contre les contrefaçons (2020)
- La réforme du cadre organique et de la gouvernance des finances publiques (2020)
- La DGFIP, dix ans après la fusion (2018)
- L'inclusion bancaire et la prévention du surendettement (2017)

2^e chambre :

- Les gares ferroviaires de voyageurs (2021)
- La gestion des ressources humaines de la RATP (2021)
- La filière EPR (2020)
- Le bilan des plans Ecophyto (2020)
- Le processus de privatisation des aéroports de Toulouse, Lyon et Nice (2018)
- Le soutien aux énergies renouvelables (2018)

3^e chambre :

- France Médias Monde (2021)
- La gouvernance financière et budgétaire des jeux olympiques de Paris 2024 (2021)
- La lutte contre le dopage dans le sport (2021)
- L'accès à l'enseignement supérieur : premier bilan de la loi orientation et réussite des étudiants (2020)
- Le lycée professionnel (2020)
- La mobilité internationale des étudiants (2019)

4^e chambre :

- Le plan de continuité d'activité des juridictions judiciaires durant l'épidémie de Covid-19 (2021)
- Les moyens de la lutte contre le terrorisme (2020)
- Les réserves opérationnelles dans la police et la gendarmerie nationales (2019)
- La contribution de la France au Fonds vert pour le climat (2019)
- La coopération européenne en matière d'armement (2018)
- La police technique et scientifique (2017)

5^e chambre :

- Les dispositifs de l'Etat en faveur des salariés des entreprises en difficulté (2021)
- La gestion de Pôle Emploi, dix ans après sa création (2020)
- L'entrée, le séjour et le premier accueil des personnes étrangères (2020)
- Le logement dans les départements et régions d'outre-mer (2020)
- L'allocation aux adultes handicapés (2019)
- WWF France (2018)

6^e chambre :

- Les parcours dans l'organisation des soins de psychiatrie (2021)
- Les groupements hospitaliers de territoire (2020)
- Les médecins et personnels de santé scolaire (2020)
- L'ordre des médecins (2019)
- La pertinence de la prescription des antibiotiques (2019)
- La prévention et la prise en charge du VIH (2019)

Les chambres de la Cour peuvent également être amenées à travailler ensemble dans le cadre de **formation inter-chambres (FIC)**, sur des rapports ayant trait à plusieurs politiques publiques. Les FIC réalisent des travaux sur des thèmes variés :

- La conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris (2020) ;
- La conduite des grands projets numériques de l'État (2020) ;

- La dette des entités publiques : périmètre et risques (2019) ;
- La prise en charge financière des victimes du terrorisme (2019) ;
- Le soutien public au mécénat des entreprises (2018).

La Procureure générale et le parquet général



La Procureure générale

Nommée par décret en Conseil des ministres, la Procureure générale exerce le ministère public près la Cour des comptes par voie de réquisitions, lorsqu'elle la saisit, de conclusions, sur les rapports, ou encore d'avis. À ce titre, elle veille à la bonne application de la loi et au respect des procédures établies dans le code des juridictions financières.

À la suite des contrôles réalisés en chambre, lorsque les manquements aux règles comptables sont constatés, le parquet saisit par ses réquisitions la formation de jugement devant laquelle le comptable public devra répondre.

En outre, de son propre chef ou sur information communiquée, elle défère à la Cour des comptes les opérations qu'elle présume constitutives d'une gestion de fait : elle peut alors re-

quérir l'application d'une amende pour immixtion dans les fonctions de comptable public.

Elle présente des conclusions écrites sur tous les rapports de la Cour. Celles-ci visent d'abord le respect des règles de procédure, la bonne interprétation de la règle de droit, et contribuent à la qualité des travaux de la Cour. Sur le fond, le parquet veille à la cohérence des observations de la Cour avec sa jurisprudence.

La Procureure générale surveille également l'exécution des travaux de la Cour.

Le réseau des procureurs financiers

Un(e) magistrat(e), représentant(e) de la Procureure générale près la Cour des comptes, exerce les fonctions du ministère public auprès de la chambre régionale. Il ou elle veille notamment à la production des comptes et au respect des procédures. Dans ses conclusions, le ou la magistrat(e) se prononce sur le fondement, en droit, des observations ou des charges proposées, peut faire appel des jugements rendus par la chambre et peut également saisir le parquet judiciaire en cas de découverte par les magistrat(e)s de faits de nature à motiver une action pénale. La Procureure générale près la Cour en est informée.

Les chiffres clés de l'activité

17 CRTC

Les chambres régionales et territoriales des comptes sont au nombre de 13 en métropole et de 4 en outre-mer.

1 786 personnes

Les effectifs des juridictions financières sont de 771 personnes à la Cour des comptes et de 1 015 dans les chambres régionales et territoriales des comptes.

218,3 millions d'euros

Les dépenses d'activité moyennes (hors charges de pension) des juridictions financières s'élèvent à 218,3M€ pour la Cour des comptes, les chambres régionales et territoriales des comptes et la Cour de discipline budgétaire et financière en 2020.

16 260 organismes

1 029 organismes sont soumis au contrôle juridictionnel de la Cour des comptes et 15 231 à celui des chambres régionales et territoriales des comptes

331 contrôles de la Cour

En 2020, la Cour des comptes a réalisé 331 contrôles, dont 157 ont été suivis d'une publication

813 contrôles des CRTC

En 2020, les chambres régionales et territoriales des comptes ont produit 520 rapports d'observations définitives et 293 communications administratives de présidents de chambre ou de procureurs financiers.

75% des recommandations

À la suite de la publication de leurs rapports, 75% des recommandations de la Cour des comptes et des CRTC ont été totalement ou partiellement mises en œuvre en 2019.

84 arrêts et 279 jugements

En 2020, la Cour des comptes a rendu 84 arrêts dans le cadre de son contrôle juridictionnel. Les CRTC, quant à elles, ont rendu 279 jugements.

409 magistrat(e)s à la Cour, dont 152 en activité à l'extérieur

418 magistrat(e)s en CRTC, dont 75 en activité à l'extérieur

Les compétences développées par les magistrat(e)s



Les fonctions de magistrat(e)s à la Cour des comptes ou en CRTC requièrent les mêmes compétences et les aptitudes suivantes :

- Capacité d'organisation personnelle et de rigueur ;
- Curiosité, capacité d'écoute et d'analyse ;

- Qualités de synthèse, de rédaction et de présentation des investigations et des résultats des contrôles ;
- Sens de l'argumentation et capacité à convaincre et fédérer ;
- Appétences pour les problématiques budgétaires et de gestion ;
- Goût pour le travail en équipe et les visites de terrain ;
- Bonne connaissance de la société civile, de l'organisation de l'administration de l'État et des collectivités locales, de la diversité des statuts des organismes contrôlés ;
- Maîtrise des principes fondamentaux de la gestion publique : droit public et privé, finances publiques, comptabilité publique, analyse financière, gestion des ressources humaines, politiques stratégiques, gouvernance publique.

Le projet de réforme “JF2025” : construire ensemble l’avenir des juridictions financières

Près de 215 ans après la création de la Cour des comptes et 40 ans après celle des CRTC et au sortir d’une crise sans précédent, le projet de réforme stratégique « Juridictions financières 2025 » lancé en juin 2020 a pour ambition **de les rendre encore davantage en prise avec les attentes des citoyens et des décideurs publics**. Il entend ainsi donner toujours plus de sens à nos missions et réaffirmer nos valeurs.



Un projet participatif et transparent

Lors de la première phase du projet, **72 participantes et participants** se sont mobilisé(e)s au sein de **8 groupes de travail** et **1 211 membres et personnels des juridictions financières** ont répondu à des questionnaires internes.

Ce sont également plus de **200 personnes** qui ont été auditionnées par les ateliers et le comité de concertation – préfets, directeurs et directrices d’administrations, journalistes, responsables associatifs, parlementaires et élus locaux. Près de **2 500 comptables et ordonnateurs publics** ont par ailleurs été consultés.

La deuxième phase du projet « JF 2025 », consacrée aux ressources humaines des juridictions financières et aux moyens nécessaires à la mise en œuvre des nouvelles orientations stratégiques, respecte les mêmes principes de transparence et de participation, avec de nouveaux ateliers de travail.

L’apport d’un regard extérieur bienvenu : la revue par les pairs conduite par le NAO



Dans le cadre de « JF 2025 », le Premier président a souhaité s’appuyer sur le regard extérieur et impartial d’un homologue, le *National Audit Office (NAO)*. L’institut supérieur de contrôle britannique, dont le modèle est très différent de la Cour des comptes, s’est lui-même engagé en 2020 dans une vaste stratégie de modernisation de son fonctionnement et de ses travaux. De septembre à décembre 2020, il a effectué une revue de notre organisation et de nos méthodes de travail, tant à la Cour que dans les CRTC, pour alimenter la réflexion stratégique. Son rapport final est disponible sur notre site.

Des changements nécessaires et ambitieux

Au terme de six mois de réflexion collective, **trois ambitions stratégiques** pour les juridictions financières se sont alors dégagées :

- Promouvoir des juridictions financières davantage au service des citoyens, grâce à des travaux plus diversifiés, plus rapides et plus accessibles ;
- Conforter et moderniser nos métiers ;
- Promouvoir un fonctionnement plus intégré et agile des juridictions financières.

Ces ambitions se déclinent à leur tour en **40 actions clés** pour les mois et les années à venir, à l’horizon 2025, dont voici quelques exemples.

Un lien renforcé avec le citoyen

n°1 #ContrôleCitoyen

Expérimenter un droit de requête des citoyens pour l'inscription de sujets au programme de la Cour. Ce droit de requête s'exercera au moyen d'une plateforme en ligne, sur laquelle des propositions de contrôles seront formulées. Celles-ci feront ensuite l'objet d'un arbitrage du Comité du rapport public et des programmes (CRPP), avant que leur format et leur calendrier ne soient arrêtés. Après expérimentation, cette disposition pourra être étendue aux CRTC.

De nouveaux modes d'intervention

n°6 #CombienÇaCoûte

Établir une procédure rapide dite d'« audit flash » pour expertiser en quelques mois le coût d'un dispositif ou d'une mesure. Ces audits seront publiés dans un format court d'une dizaine de pages, à l'instar de ceux du *National Audit Office* ou des documents d'analyse de la Cour des comptes européenne. Il s'agira de réaliser un point factuel sur un dispositif circonscrit. Les juridictions financières auront ainsi la possibilité d'apporter leur contribution objective et indépendante sur un sujet émergent, de contribuer à corriger les éventuels dysfonctionnements d'un nouveau dispositif ou d'améliorer un service rendu au public.

Une place confortée dans le paysage de l'évaluation des politiques publiques

n°23 #20%en2025

Multiplier par 4 nos travaux d'évaluation, qui mobilisent aujourd'hui moins de 5% de nos ressources. Pour ce faire, consacrer une part croissante de nos ressources d'ici 2025, pour mieux apprécier les effets des politiques publiques au vu des objectifs qui leur sont assignés.

n°25 #ÉvaluerDansLesTerritoires

Étendre la compétence d'évaluation des politiques publiques aux CRTC, ce qui leur permettra de davantage contribuer à la qualité des politiques publiques territoriales.

Un rapprochement fonctionnel des juridictions financières

n°34 #CompétencesCRTC

Étendre les compétences des CRTC aux nouvelles priorités des juridictions financières (réalisation de synthèses, d'enquêtes thématiques locales et d'évaluations de politiques publiques). Ouvrir la faculté aux assemblées et exécutifs régionaux de solliciter, au cours d'un mandat, la réalisation d'une évaluation de politique publique d'intérêt régional. Supprimer la procédure d'inscription de dépenses obligatoires et moderniser les procédures de contrôle budgétaire en les centrant sur les situations réellement à risque.

n°39 #ConférencesDesPrésidents

Faire des conférences des présidents de chambre et de CRTC les instances chargées de traiter des grands enjeux stratégiques des juridictions financières. Elles débattront aussi de la communication ou de l'action européenne et internationale des juridictions financières. Elles se réuniront à un rythme régulier et pourront également entendre les hauts responsables publics comme des ministres, des parlementaires ou le Secrétariat général du Gouvernement concernant les évolutions législatives intéressant les juridictions financières.

REJOIGNEZ LA COUR

La Cour accueillera cette année trois nouvelles recrues.

Vos activités



Comme tous les magistrat(e)s qui rejoignent la Cour des comptes, les auditeurs et auditrices sont installé(e)s lors d'une audience solennelle en Grand'Chambre et prêtent serment. Cette cérémonie se déroule devant l'ensemble de leurs pairs magistrat(e)s et, souvent, en présence des plus hautes autorités nationales.

Les auditeurs et auditrices exercent leurs activités dans l'une des chambres de la Cour. Leur affectation dans les chambres relève de la compétence du Premier président. En pratique, il laisse les auditeurs et auditrices s'entendre sous réserve que chacune des chambres ouvertes soit pourvue.

Les auditeurs et auditrices sont systématiquement affecté(e)s à des contrôles menés en équipe, avec des co-rapporteur(e)s plus expérimenté(e)s et, éventuellement, des vérificateurs et des vérificatrices. Lors de leur arrivée à la Cour, il leur est désigné un mentor, souvent un(e) magistrat(e) ayant déjà quelques

années d'ancienneté et dont la mission consiste à veiller à leur bonne intégration et à les aider à s'approprier les méthodes de travail de la Cour.

Les jeunes magistrat(e)s ont l'occasion d'exercer tout ou partie des métiers de la juridiction :

- mener des contrôles des comptes et de la gestion de services de l'État, d'organismes nationaux ou d'entreprises publiques ;
- participer à des enquêtes demandées par le Parlement ;
- préparer des publications de la Cour (rapports publics thématiques, insertions au rapport public annuel ou référés) ;
- intégrer des équipes chargées d'évaluations de politiques publiques ;
- conduire l'instruction de dossiers juridictionnels, pour sa chambre ou pour la Cour de discipline budgétaire et financière ;
- contribuer aux travaux de contrôle de l'exécution de la loi de finances ;
- participer à des enquêtes en collaboration avec les CRTC sur des politiques publiques partagées entre l'État et les collectivités locales ;
- contribuer aux travaux de certification des comptes de l'État et du régime général de la sécurité sociale ;
- participer à des missions d'audit externe d'organisations internationales ;
- exercer les fonctions de rapporteur d'une enquête menée par le Conseil des prélèvements obligatoires ou du Haut conseil des finances publiques.

Les magistrat(e)s sont aussi appelé(e)s à participer, à titre individuel, mais en qualité de membres de la Cour, aux travaux de quelques 350 organismes aux statuts et aux missions très variés : instances de contrôle et de surveillance,



commissions consultatives de marchés, conseils d'administration d'établissements publics, etc. Ils peuvent également être sollicités *intuitu personae* pour apporter leur expertise pendant une durée limitée (rapport au Premier ministre ou à un membre du Gouvernement), sans préjudice de la réalisation de leur programme de travail à la Cour.

Les fonctions spécifiques confiées aux auditeurs et auditrices

Le Premier président et les président(e)s de chambre confient régulièrement des missions ponctuelles ou transversales à des auditeurs et des auditrices ou à des jeunes conseillers(ères) référendaires. Ceux-ci peuvent ainsi être amenés à exercer des fonctions spécifiques telles que celles de rapporteur(e) général(e) adjoint(e) du Haut conseil des finances publiques, rapporteur(e) au Conseil des prélèvements obligatoires, chargé(e) de mission auprès du Premier président ou encore adjoint(e) à la direction des relations internationales de la Cour.

Comme l'ensemble des personnels de contrôle, les auditeurs et auditrices peuvent également, en plus de leurs activités dans les chambres, effectuer des missions internationales, notamment dans le cadre des activités de coopération avec des institutions supérieures de contrôle (ISC) étrangères ou pour l'exercice des mandats de commissariat aux comptes détenus par la Cour. Ces activités sont planifiées et encadrées par la direction des relations internationales, de l'audit externe et de la francophonie de la Cour (DRIAEF).

Des activités diversifiées dès les premiers mois à la Cour

En plus de leurs activités de contrôle, les auditeurs et auditrices sont appelé(e)s à effectuer, au cours de leurs premiers mois à la Cour, un stage d'un mois dans l'une des chambres régionales et territoriales des comptes.

“ Les jeunes recrues, moteurs d'innovation au sein des juridictions financières ”

Chaque année et sous l'égide du ou de la chargée de mission du Premier président, les auditeurs et auditrices de la Cour se réunissent en séminaire de réflexion et de cohésion ou en ateliers de travail pour contribuer aux évolutions de la Cour. Les séminaires récents ont ainsi pu porter sur des thèmes variés et fédérateurs, comme par exemple : “La place des citoyens dans la programmation” (2021), “Imaginer la Cour en 2050” (2020), “Réorganiser l'auditorat” (2018), “L'engagement de la Cour dans le Partenariat pour un gouvernement ouvert” (2015).



Les auditeurs et auditrices sont aussi fortement impliqué(e)s dans le projet stratégique « JF 2025 » et plusieurs ont animé des ateliers de réflexion ou coordonné des travaux.

Vos proches prédécesseurs

Promotion Molière (2019)



Camille Andrieu

29 ans

camille.andrieu@ccomptes.fr

► Études

- Sciences Po
- HEC Paris
- Université de Fudan (Shangai)
- Université Paris 1-Panthéon Sorbonne

► Stages Éna

- Représentation permanente de la France auprès des Nations unies à New York
- Préfecture de Besançon
- Aéroports de Paris

► Affectation

Troisième chambre puis chargée de mission auprès du Premier président

► Contrôles

- Le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques
- Le Comité paralympique et sportif français
- La fédération française de sport adapté
- Stage à la CTC Polynésie française

► Activité extérieure

- Enseignante à Sciences Po et HEC

► Implication dans la vie de la Cour

- organisation du colloque sur l'avenir de l'Europe durant la présidence française de l'Union européenne
- Mission à la CTC de Polynésie française sur la protection de l'environnement

“
La Cour des comptes,
c'est l'alliance parfaite entre la diversité
des contrôles conduits
et la liberté propre aux magistrats.



Livia Saurin

37 ans

livia.saurin@ccomptes.fr

► Études

- Sciences Po
- École des ingénieurs de la ville de Paris

► Stages Éna

- Cabinet du Président de la Commission européenne
- Préfecture du Calvados
- AbbVie (laboratoire pharmaceutique)

► Affectation

Première chambre

► Contrôles

- NEB mission Action et transformation publique
- Business France
- La lutte contre la corruption et le financement d'activité illégales
- Les soutiens publics à l'exportation

► Expériences professionnelles antérieures

- 2006-2011 : Collaboratrice parlementaire
- 2011-2014 : Chargée de mission et cheffe de projet à la Direction de l'apprentissage et de l'emploi (Région Ile-de-France)
- 2014-2016 : Conseillère au cabinet du ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
- 2016 : Adjointe au chef du bureau des finances et des politiques de l'Union européenne (Direction du budget)

► Implication dans la vie de la Cour

- Co-animatrice de la phase 1 du projet stratégique JF2025 (comité de pilotage)

”
La Cour est une institution incontournable,
tant en matière d'information
du citoyen que d'assistance au Parlement
et au Gouvernement. La crise que nous
traversons actuellement ne fait
que renforcer cet état de fait.

Promotion Hannah Arendt (2020)

**Roma Beaufret**

29 ans

roma.beaufret@ccomptes.fr

► **Études**

- École normale supérieure de Lyon
- HEC Paris

► **Stages Éna**

- Direction Afrique du Nord – Moyen-Orient, ministère des affaires étrangères
- Préfecture de Haute-Corse
- Safran

► **Affectation**

Quatrième chambre

► **Contrôles**

- Rapport sur l'exécution du budget de l'Etat (RBDE) pour la mission « Sécurités » (Police, Gendarmerie, sécurité civile, sécurité routière)
- Le plan de vidéoprotection de la Préfecture de Police
- La présidence de la République
- La gestion publique des risques (évaluation de politique publique)

► **Expériences professionnelles antérieures**

- Enseignement de finances publiques à la prépa ENA de Paris 1
- Enseignement en économie en master 1 à Sciences Po

► **Implication dans la vie de la Cour**

- Participation à l'atelier « organisation du travail et management » dans le cadre de la phase 2 de JF 2025
- Appui à l'organisation de l'événement de la Cour des comptes lors de la présidence française de l'Union Européenne (mars 2022)

La Cour pour moi, c'est à la fois la fierté de travailler pour l'amélioration du service public, la liberté de penser et d'agir en responsabilité et indépendance, l'opportunité unique d'apprendre et de se projeter dans une carrière riche et passionnante.

**Benjamin Boscher**

29 ans

benjamin.boscher@ccomptes.fr

► **Études**

- Université Panthéon-Assas
- Sciences Po
- ESSEC Business School

► **Stages Éna**

- Ambassade de France au Canada
- FNAC-Darty
- Préfecture du Haut-Rhin

► **Affectation**

Troisième chambre

► **Contrôles**

- Exécution budgétaire du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
- L'audit commandé par le Premier ministre sur la stratégie des finances publiques en sortie de crise
- Enquête consacrée au soutien de l'État au spectacle vivant

► **Activités extérieures**

- Enseignant à Sciences Po

► **Implication dans la vie de la Cour**

- Mise en oeuvre du projet CourLab

Servie par ses valeurs d'indépendance et de solidarité entre pairs, la Cour est une institution en mouvement au service de missions passionnantes, cadencées et essentielles à la réforme des politiques publiques.

**Maud Choquet**

33 ans

maud.choquet@ccomptes.fr

► Études

- École normale supérieure (rue d'Ulm)
- Maîtrise d'histoire (Paris IV)
- Master de droit public (Paris I)

► Stages Éna

- Représentation permanente de la France auprès du comité politique et de sécurité (COPS) de l'Union Européenne
- Groupe SANOFI
- Préfecture de la Sarthe

► Affectation

Cinquième chambre

► Contrôles

- Les formations en alternance à destination des jeunes
- Le Céreq
- NEB Travail et emploi

► Expériences professionnelles antérieures

- Chargée de mission juridique au secrétariat général du Conseil d'orientation des retraites (COR) (2015)
- Chargée de mission puis conseillère "réglementation du numérique" au cabinet des secrétaires d'Etat chargés du numérique (2016-17)
- Chargée de mission juridique à la direction interministérielle du numérique (DINUM) (2017-18)

► Activités extérieures

- Enseignante de questions sociales en prep'ENA
- Rédactrice de chroniques de jurisprudence financière pour l'AJDA

► Implication dans la vie de la Cour

- Contribution au projet stratégique « JF 2025 » : groupe de travail mobilité, pilotage de la plateforme citoyenne de la Cour

À la Cour, vous trouverez des valeurs professionnelles profondément ancrées (indépendance, collégialité, contradiction), mais aussi des espaces d'innovation, pour fournir la vision la plus juste de l'action publique, y compris dans les territoires.

**Vincent Dedrie**

30 ans

vincent.dedrie@ccomptes.fr

► Études

- École normale supérieure (rue d'Ulm)
- Maîtrise d'histoire (Paris I)
- Sciences Po

► Stages Éna

- Commission européenne (direction générale de la concurrence)
- Enedis
- Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes

► Affectation

Deuxième chambre

► Contrôles

- Analyse de l'exécution budgétaire du MTE sur les enjeux d'énergie (transition énergétique, électrification rurale, concessions hydroélectriques)
- EDF Renouvelables (contrôle des comptes et de la gestion)
- La rénovation énergétique des bâtiments (faisabilité de l'évaluation)
- L'audit commandé par le Premier ministre sur la stratégie des finances publiques en sortie de crise

► Expériences professionnelles antérieures

- Rédacteur discours du Premier ministre
- Professeur d'histoire dans le secondaire
- Rédacteur à la direction des affaires juridiques du MEAE

► Activités extérieures

- Enseignement de questions internationales et de finances publiques à Paris 1-ENS
- Tutorat (ENA 50/50)

La Cour, c'est l'équilibre entre la liberté d'investigation et la rigueur des méthodes de travail, entre la défense des deniers publics et le souci de l'intérêt général, entre l'indépendance du magistrat et l'enthousiasme du compagnonnage.

Promotion Aimé Césaire (2021)

**Marie-Roger Vasselin**

28 ans

marie.roger-vasselin@ccomptes.fr

► **Études**

- HEC Paris
- Sciences Po

► **Stages Éna**

- Ambassade de France au Vietnam
- Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

► **Affectation**

Troisième chambre

► **Contrôles**

- Exécution budgétaire de la mission Recherche et enseignement supérieur
- Évaluation de politique publique sur la stratégie nationale en intelligence artificielle

► **Activités extérieures**

- Enseignante à la classe préparatoire « Talents » INSP-INET de Nantes

**Nicolas Thervet**

25 ans

nicolas.thervet@ccomptes.fr

► **Études**

- Sciences Po
- École normale supérieure (rue d'Ulm)
- EHESS

► **Stages Éna**

- Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne
- Préfecture du Lot

► **Affectation**

Première chambre

► **Contrôles**

- Exécution budgétaire de la mission Transformation et fonction publiques
- Les scénarios de financement des collectivités territoriales

► **Activités extérieures**

- Enseignant à la Prépa Talents de Nantes

► **Implication dans la vie de la Cour**

- Organisation du colloque international durant la présidence française du Conseil de l'UE (PFUE)

“ Rejoindre la Cour c'est apprendre un métier, travailler en équipe, comprendre les politiques publiques et leur mise en œuvre opérationnelle.

Être à la Cour, c'est avant tout découvrir la diversité des politiques publiques, déceler leurs améliorations possibles et éclairer le regard citoyen sur l'action de l'État.



Luca Vergallo

26 ans

luca.vergallo@ccomptes.fr

► **Études**

- Sciences Po

► **Stages Éna**

- Conseil de l'Union européenne, direction générale Justice et affaires intérieures
- Préfecture de Mayotte

► **Affectation**

Quatrième chambre

► **Contrôles**

- Exécution budgétaire de la mission « Sécurités »
- Enquête sur le contrôle de légalité en préfecture
- Contrôle de la présidence de la République

► **Activités extérieures**

- Enseignant à Sciences Po

► **Implication dans la vie de la Cour**

- Chef de projet pour la réorganisation immobilière de la Cour des comptes

Travailler à la Cour permet d'aborder de près les politiques publiques qui nous intéressent, de passer du temps sur le terrain pour comprendre et décortiquer les problèmes.
C'est une école de la curiosité.

Votre carrière

Les évolutions de carrière possibles à la Cour



Les élèves rejoignant la Cour des comptes à la sortie de l'ÉNA sont nommés au grade d'auditeur de seconde classe. Ils forment le premier grade du corps des magistrats de la Cour des comptes. Ils accèdent à la première classe après dix-huit mois de service. Ils peuvent être promus, au choix, dans le grade de conseiller référendaire trois ans après leur arrivée et, au choix également, dans le grade de conseiller maître après douze années passées dans le grade de conseiller référendaire.

Les magistrat(e)s de la Cour, plus tard dans leur carrière, peuvent prétendre à des postes fonctionnels, tels que celui de secrétaire général(e) ou de secrétaire général(e) adjoint(e) de la Cour des comptes, ainsi que celui d'avocat(e) général(e) au sein du Parquet général près la Cour.

L'accès au grade de conseiller(ère) maître permet de candidater aux fonctions de président(e) de section ou de président(e) de chambre à la Cour. La présidence d'une chambre régionale ou territoriale des comptes est accessible à partir du grade de conseiller(e) référendaire.

La richesse des carrières alternées

À l'issue de leur auditorat, les magistrat(e)s de la Cour peuvent choisir de quitter l'institution et de poursuivre leur carrière à l'extérieur. À tout moment leur est offerte la possibilité de retourner, temporairement ou définitivement, à la Cour.

Les exemples récents de départs de jeunes conseiller(ère)s référendaires ou de magistrat(e)s plus expérimenté(e)s illustrent la diversité des cursus professionnels auxquels prépare la Cour. Cette diversité résulte à la fois de leurs qualités personnelles, du large éventail de compétences qu'ils acquièrent au cours de leurs premières années à la Cour et de l'appui que celle-ci peut fournir pour faciliter les sorties. Il n'existe donc aucun parcours prédéfini en quittant la Cour.

Quels sont les changements apportés par l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 de réforme de l'encadrement supérieur de l'État ?

Deux ans après la sortie du futur Institut national du service public (INSP), des membres du corps des administrateurs de l'État et des corps ou cadres d'emploi de niveau comparable pourront être nommés dans l'emploi d'auditeur ou d'auditrice par arrêté du Premier président, après avis d'un comité de sélection. Au bout de deux ans de service à la Cour, ils ou elles pourront être intégré(e)s dans le corps des magistrats financiers au grade de conseiller référendaire après avis d'une commission.

Trajectoires de magistrates et de magistrats ayant rejoint la Cour au début ou au cours de leur carrière

PROFIL RÉGALIEN



Sophie Thibault
Conseillère maître,

Promotion Marc Bloch (1995-1997)

1987	en fonction à la direction des affaires générales, puis à la direction générale des finances et du contrôle de gestion au ministère de l'éducation nationale
1997	directrice du cabinet du préfet de l'Allier
1999	directrice du cabinet du préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime
2001	en fonction à l'Inspection générale des finances au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (mobilité)
2003	adjointe au sous-directeur des finances locales et de l'action économique au ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales (direction générale des collectivités locales)
2004	conseillère technique au cabinet du ministre délégué à l'intérieur, porte-parole du Gouvernement
2004	conseillère technique au cabinet du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et au cabinet du ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire, porte-parole du Gouvernement
2007	directrice «secteur public et partenariats publics» du Groupe Financière Centuria
2009	directrice de l'évaluation de la performance et des affaires financières et immobilières au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration
2011	préfète de la Corrèze
2013	secrétaire générale adjointe, directrice de la modernisation et de l'action territoriale au ministère de l'intérieur
2016	Cour des comptes
2021	préfète du Val-de-Marne



Louis Gautier
Conseiller maître,

Promotion Solidarité (1981-1983)

1983	auditorat
1988	conseiller technique au cabinet du ministre de la culture (Jack Lang)
1990	conseiller technique au cabinet du ministre de l'intérieur (Pierre Joxe)
1991	conseiller technique au cabinet du ministre de la défense (Pierre Joxe)
1993	directeur adjoint du cabinet civil et militaire du ministre de la défense (Pierre Joxe)
1993	Cour des comptes
1997	conseiller pour la défense au cabinet du Premier ministre (Lionel Jospin)
2002	Cour des comptes
2014	secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale
2018	Cour des comptes
2020	président de la 3 ^e chambre



Simon Bertoux
Conseiller référendaire,

Promotion Émile Zola (2008-2010)

2010	auditorat
2011	chargé de mission auprès du Premier président de la Cour des comptes
2014	sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde
2016	chef du bureau de la performance et des moyens de l'administration territoriale à la direction de la modernisation et de l'action territoriale (ministère de l'intérieur)
2018	sous-directeur du séjour et du travail à la direction générale des étrangers en France du ministère de l'intérieur
2020	directeur-adjoint du cabinet du préfet de police

PROFIL RÉGALIEN

**Jérôme Filippini**

Conseiller maître,

Promotion Victor Schoelcher
(1994-1996)

1996	auditorat
1999	secrétaire général adjoint à la Cour des comptes
2001	sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Tarn-et-Garonne
2003	chargé de mission à la préfecture de police de Paris
2005	sous-directeur à la direction de la logistique de la préfecture de Paris
2006	sous-directeur à la direction de l'administration pénitentiaire du ministère de la justice
2007	avocat général au parquet près la Cour des comptes
2009	directeur des systèmes d'information et de communication au ministère de l'intérieur
2011	directeur, adjoint au secrétaire général du Gouvernement et conjointement directeur interministériel des systèmes d'information et de communication de l'État
2012	secrétaire général pour la modernisation de l'action publique
2013	secrétaire général de la Cour des comptes
2017	préfet du Lot
2020	préfet de l'Eure

**Stéphane Bredin**

Conseiller référendaire,

Promotion Romain Gary (2003-2005)

2005	auditorat
2009	sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville et la cohésion sociale auprès du préfet des Hauts-de-Seine
2011	directeur du cabinet du secrétaire général du ministère de l'intérieur
2014	sous-directeur de l'organisation et du fonctionnement des services déconcentrés de la direction de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice
2015	sous-directeur du pilotage et de la sécurité des services à la direction de l'administration pénitentiaire (ministère de la justice)
2017	directeur de l'administration pénitentiaire au ministère de la justice
2021	préfet de l'Indre

**Marianne Lucidi**

Conseillère référendaire,

Promotion Marie Curie (2011-2012)

2013	auditorat
2009	instructrice de français à l'Université de Yale
2017	chargée de mission auprès de la direction de la stratégie et du développement à la société Nexity (mobilité)
2017	conseillère technique fonction publique, réforme de l'État au cabinet du Premier ministre (mobilité)
2020	Cour des comptes
2020	sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de Seine-et-Marne
2021	directrice de cabinet du préfet de Seine-et-Marne
2022	directrice de l'administration et du personnel de la Bibliothèque nationale de France

**Thibault Deloye**

Conseiller référendaire,

Promotion Marie Curie (2011-2012)

2013	auditorat
2017	sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Cher (mobilité)
2018	conseiller juridique au ministère de l'intérieur
2018	Cour des comptes
2020	adjoint au délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques 2024



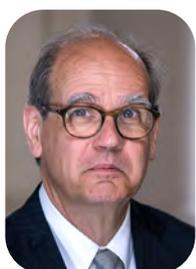
Lucie Roesch

Conseillère référendaire,

Promotion George Orwell (2015-2016)

2017	auditorat
2018	chargée de mission auprès du Premier président
2020	sous-préfète, directrice du cabinet du préfet de l'Ain (mobilité)
2021	chefe de cabinet adjointe du Premier ministre (mobilité)

PROFIL INTERNATIONAL



Gilles Andréani

Président de chambre,

Promotion Droits de l'homme (1979-1981)

1981	auditorat
1986	service des affaires stratégiques du ministère des affaires étrangères (mobilité)
1988	délégué adjoint aux études générales du ministère de la défense
1989	sous-directeur du désarmement à la direction des affaires politiques du ministère des affaires étrangères
1993	représentant permanent adjoint de la France au conseil de l'Atlantique Nord à Bruxelles
1995	directeur du Centre d'analyse et de prévision au ministère des affaires étrangères et conseiller auprès du ministre
1999	directeur de recherche à l'Institut international d'études stratégiques de Londres
2000	Cour des comptes
2002	directeur du Centre d'analyse et de prévision au ministère des affaires étrangères et conseiller auprès du ministre
2005	Cour des comptes
2018	président de la 4 ^e chambre de la Cour des comptes



Rémy Rioux

Conseiller maître,

Promotion Marc Bloch (1995-1997)

1997	auditorat
2001	conseiller technique au cabinet du ministre de l'intérieur (Daniel Vaillant)
2002	Cour des comptes
2004	chef de bureau à la direction du Trésor
2007	chargé de mission puis sous-directeur à l'Agence des participations de l'État
2009	chargé de la sous-direction transport et audiovisuel à l'Agence des participations de l'État
2010	sous-directeur des affaires financières multilatérales et du développement à la direction du Trésor
2012	directeur du cabinet du ministre de l'économie, des finances et du commerce extérieur (Pierre Moscovici)
2014	secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères et du développement international, en charge des affaires économiques
2016	directeur général de l'Agence française de développement (AFD)



Jean-Eudes Picard

Conseiller référendaire,

Promotion Jean-Jacques Rousseau (2010-2011)

2011	auditorat
2015	rapporteur au sein de l'unité H3 en charge des aides d'État en matière fiscale à la Commission européenne (direction générale de la concurrence) (mobilité)
2020	rapporteur au sein de l'H1 en charge des infrastructures et des aides régionales à la Commission européenne (direction générale de la Concurrence)

PROFIL INTERNATIONAL

**Lorenzo Schiavi**

Conseiller référendaire,

Promotion Winstown Churchill
(2014-2015)

2016	auditorat
2009	conseiller humanitaire multilatéral au centre de crise du ministère des affaires étrangères
2012	représentant permanent adjoint à la mission française auprès de l'Organisation des Etats américains (Washington)
2019	responsable du déploiement local des programmes French Tech aux ministères économiques et financiers (mobilité)
2020	chef du service économique en Israël (mobilité)

**Gwenaëlle Suc**

Conseillère référendaire,

Émile Zola (2008-2010)

2010	auditorat
2001	inspectrice du trésor
2015	conseillère en assistance technique au Fonds monétaire international (FMI) (direction des finances publiques) (mobilité)
2020	secrétaire générale de Bibliothèques sans frontières

PROFIL INTERNATIONAL

**Maximilien Queyranne**

Conseiller référendaire,

Promotion Simone Veil (2004-2006)

2006	auditorat
2002	secrétaire des affaires étrangères au ministère des affaires étrangères
2009	chargé de mission auprès du Premier président
2010	expert en finances publiques auprès de la Banque Mondiale
2011	expert au département des finances publiques au Fonds monétaire international (FMI) (mobilité)
2013	conseiller et économiste au Fonds monétaire international (FMI)
2019	économiste principal au Fonds monétaire international (FMI)

PROFIL EUROPE

**Anne-Laure de Coincy**

Conseillère maître,

Promotion Victor Schoelcher
(1994-1996)

1996	auditorat
2001	cheffe du bureau des affaires européennes au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (direction du Trésor)
2004	membre du cabinet d'un commissaire européen à la Commission européenne (mobilité)
2007	secrétaire générale adjointe du secrétariat général pour les affaires européennes (SGAE)
2013	Cour des comptes
2013	ministre conseillère pour les affaires économiques, cheffe du service économique régional pour la zone Allemagne, Autriche, Suisse
2017	Cour des comptes

PROFIL EUROPE

**Jérôme Brouillet**

Conseiller référendaire,

Promotion Aristide Briand (2006-2008)

2008	auditorat
2012	adjoint au chef du bureau politique commerciale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et accords commerciaux de l'Union européenne au ministère de l'économie, des finances et de l'emploi (direction générale du Trésor) (mobilité)
2014	chef du bureau environnement et agriculture aux ministères économiques et financiers (direction générale du Trésor)
2017	chef du bureau gouvernance des entreprises, comptabilité et stabilité financière aux ministères économiques et financiers (direction générale du Trésor)
2019	directeur de projet auprès de la secrétaire générale des affaires européennes, chargé de coordonner la position française en matière européenne sur les questions agricoles, industrielles, de recherche, d'énergie, d'environnement, de politique sociale, d'éducation, de transports et politique régionale

**Sarah Lemoine**

Conseillère référendaire,

Promotion Robert Badinter (2009-2011)

1997	professeure agrégée
2016	conseillère au ministère des affaires étrangères et du développement international (direction de l'Union européenne) (mobilité)
2017	conseillère des affaires étrangères au ministère des affaires étrangères et du développement international (mobilité)
2018	sous-directrice adjointe des politiques internes et des questions institutionnelles de l'Union européenne au ministère de l'Europe et des affaires étrangères
2020	conseillère diplomatique au cabinet de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et, parallèlement conseillère diplomatique au cabinet de la ministre chargée de l'insertion

**Boris Melmoux-Eudes**

Conseiller référendaire,

Promotion Robert Badinter (2009-2011)

2012	auditorat
2014	rapporteur général du Conseil des prélèvements obligatoires
2016	chef du bureau des finances et des politiques de l'Union européenne (7BUE) aux ministères économiques et financiers (direction du budget) (mobilité)
2017	chef du secteur financier au secrétariat général pour les affaires européennes (SGAE) (mobilité)
2019	directeur adjoint du cabinet de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes
2020	directeur du cabinet de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes
2020	directeur du cabinet de la ministre de la transformation et de la fonction publique

PROFIL SOCIAL

**Nicolas Revel**

Conseiller maître,

Promotion Léon Gambetta (1991-1993)

1993	auditorat
1997	sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques
2000	Cour des comptes
2000	conseiller technique au cabinet du ministre de l'agriculture et de la pêche (Jean Glavany)
2002	Cour des comptes
2003	directeur adjoint puis directeur du cabinet du maire de Paris
2012	secrétaire général adjoint à la présidence de la République
2014	directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés
2020	directeur du cabinet du Premier ministre

PROFIL SOCIAL

**Jean Castex**

Conseiller maître,

Promotion Victor Hugo (1989-1991)

1991	auditorat
1996	directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du Var (mobilité)
1999	sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Vaucluse et chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet du Vaucluse
2001	président de la chambre régionale des comptes d'Alsace
2005	directeur de l'hospitalisation et de l'organisation des soins au ministère de la santé et des solidarités
2006	directeur du cabinet du ministre de la santé et des solidarités
2007	chargé de mission au cabinet du ministre de la santé et des solidarités
2007	directeur du cabinet du ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité
2008	chargé de mission au cabinet du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité
2009	Cour des comptes
2010	conseiller du Président de la République
2011	secrétaire général adjoint de la Présidence de la République
2012	Cour des comptes
2017	délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques 2024 et, parallèlement (24 01 2018), délégué interministériel aux grands événements sportifs
2020	Premier ministre

**Laetitia Buffet**

Conseillère référendaire,

Promotion Jean de La Fontaine (2013-2014)

2015	auditorat
2016	chargée de mission auprès du Premier président
2018	conseillère au cabinet de la ministre des solidarités et de la santé
2020	directrice adjointe du cabinet de la ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie
2021	responsable de la task force vaccination au sein de l'organisation de crise du ministère des solidarités et de la santé
2022	directrice générale adjointe de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP)

**Emmanuelle Wargon**

Conseillère maître,

Promotion Marc Bloch (1995-1997)

1997	auditorat
2001	conseillère au cabinet du ministre délégué à la santé
2002	adjointe au directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps)
2006	directrice déléguée, chargée de la coordination et du contrôle interne à l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris
2007	directrice du cabinet du haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté puis, conjointement (25 02 2009), directrice du cabinet du haut-commissaire à la jeunesse
2010	Cour des comptes
2010	secrétaire générale des ministères chargés des affaires sociales
2012	déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
2015	directrice générale des affaires publiques et de la communication de Danone
2017	Senior Vice President Corporate Affairs & Sustainability integration de Danone
2018	secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire
2020	ministre déléguée au logement

**Delphine Rouilleault**

Conseillère référendaire,

Promotion Jean de La Fontaine (2013-2014)

2015	auditorat
2005	cheffe de mission - cadre à la société Syndex
2018	directrice de cabinet du directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (mobilité)
2020	directrice générale de France terre d'asile

PROFIL CULTURE

**Christian Charpy**

Président de chambre,

Promotion Denis Diderot (1984-1986)

1986	auditorat
1990	conseiller économique à l'ambassade de France à Pékin
1992	Cour des comptes
1993	conseiller technique au cabinet de la ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville (Simone Veil)
1994	directeur du cabinet de la ministre déléguée à la santé (Simone Veil)
1995	Cour des comptes
1995	directeur général de Radio France Internationale
1998	président du conseil d'administration de l'Agence française du sang
2002	président du conseil d'administration de l'Établissement français du sang
2003	conseiller social au cabinet du Premier ministre
2005	directeur général de l'ANPE
2008	directeur général de Pôle emploi
2011	Cour des comptes
2019	président de la 1 ^{re} chambre de la Cour des comptes

**Delphine Champetier de Ribes**

Conseillère référendaire,

Promotion Robert Badinter (2013-2014)

2012	auditorat
2003	inspectrice du trésor
2015	directrice de cabinet du directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (mobilité)
2018	directrice de l'offre de soins de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés
2020	conseillère en charge des comptes sociaux au cabinet du ministre chargé des comptes publics
2021	Cour des comptes - 5 ^e chambre

**Jean-Baptiste Gourdin**

Conseiller référendaire,

Promotion Simone Veil (2004-2006)

2006	auditorat
2011	chargé de mission au ministère de la culture et de la communication
2012	directeur de l'association de préfiguration du Centre national de la musique
2012	coordinateur au sein du bureau du cabinet de la ministre de la culture et de la communication (Aurélie Filippetti)
2013	directeur du cabinet du président du Conseil supérieur de l'audiovisuel
2015	sous-directeur du développement de l'économie culturelle à la direction générale des médias et des industries culturelles (ministère de la culture et de la communication)
2020	directeur général des médias et des industries culturelles au ministère de la culture

**Maïa Wirgin**

Conseillère référendaire,

Promotion Simone Veil (2004-2006)

2006	auditorat
2011	secrétaire générale de la chaîne de télévision Public Sénat
2014	directrice de cabinet du président-directeur général de Radio-France et membre du comité exécutif
2015	secrétaire générale de Radio-France
2018	directrice des affaires publiques du comité d'organisation des Jeux Olympiques Paris 2024
2019	conseillère au cabinet du Premier ministre, cheffe du pôle culture, communication et régulation numérique
2020	Cour des comptes
2022	secrétaire générale de la Cour des comptes

PROFIL CULTURE

**Roch-Olivier Maistre**

Conseiller maître,

Promotion Henri-François d'Aguesseau
(1980-1982)

1982	administrateur à la Ville de Paris
1986	conseiller technique au cabinet du ministre de la culture
1988	chargé de mission au secrétariat général de la ville de Paris
1989	chargé des fonctions puis sous-directeur des affaires économiques
1991	directeur du cabinet du secrétaire général de la ville de Paris
1993	directeur général de la Comédie-Française
1995	secrétaire général du conseil de Paris
2000	directeur général de la ville de Paris et conseiller pour l'éducation et la culture à la Présidence de la République
2009	premier avocat général au Parquet général près la Cour des comptes
2012	Cour des comptes
2018	président de chambre
2018	rapporteur général de la Cour des comptes
2019	président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) puis (01 01 2022), de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom)

**Karim Mouttalib**

Conseiller référendaire,

Promotion Léopold Sédar Senghor
(2002-2004)

1994	lieutenant de police
2004	auditorat
2008	directeur général délégué du musée du quai Branly
2015	administrateur général de l'établissement public du musée du Louvre
2018	Cour des comptes
2020	directeur général de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC)

**Laurence Engel**

Conseillère maître,

Promotion Condorcet (1990-1992)

1992	auditorat
1998	chargée de mission, directrice du cabinet du président de la S.A. "télévision du savoir, de la formation et de l'emploi La Cinquième"
2000	conseillère technique au cabinet de la ministre de la culture et de la communication (Catherine Tasca)
2002	Cour des comptes
2003	administratrice de la ville de Paris
2004	conseillère pour les affaires culturelles de la ville de Paris
2008	directrice des affaires culturelles de la ville de Paris
2012	directrice du cabinet de la ministre de la culture et de la communication (Aurélié Filippetti)
2016	présidente de la Bibliothèque nationale de France

**Blandine Sorbe**

Conseillère référendaire,

Promotion Robert Badinter (2009-2011)

2011	auditorat
2015	directrice générale déléguée adjointe du musée du quai Branly (mobilité)
2019	responsable audit, contrôle interne et conformité au Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 (COJO)

PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

**Fabrice Fries**

Conseiller référendaire,

Promotion Denis Diderot (1984-1986)

1986	auditorat
1990	cabinet du président de la commission des communautés européennes
1995	chargé de mission auprès du PDG de la Compagnie générale des eaux
1998	directeur général adjoint du groupe Havas, puis de Vivendi Universal Publishing
2002	président directeur général des groupes Aprovia et Médimédia
2004	directeur général, en charge du commerce, groupe Atos Origin
2006	secrétaire général du groupe Publicis (mobilité)
2008	administrateur de Publicis Group Holding BV et, parallèlement (01 03 2009), président de Publicis Consultants
2017	Cour des comptes
2018	président directeur général de l'Agence France Presse (AFP)

**Anastasia Iline**

Conseillère référendaire,

Promotion Winston Churchill (2014-2015)

2016	auditorat
2000	élève de l'école nationale des chartes
2005	directrice des archives départementales des Hautes-Alpes
2009	directrice des archives départementales de Mayotte
2012	en fonction au bureau des missions au ministère de la culture et de la communication (service interministériel des archives de France)
2018	chargée de mission au ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle) (mobilité)
2019	directrice générale adjointe de Campus France (mobilité)
2021	secrétaire générale adjointe de la Cour des comptes

**Denis Morin**

Président de chambre,

Promotion Solidarité (1981-1983)

1983	direction du budget
1989	conseiller technique au cabinet du ministre du budget (Michel Charasse)
1993	sous-directeur à la direction du budget
1997	directeur du cabinet du ministre du budget (Christian Sautter), puis de l'emploi (Martine Aubry)
2000	Cour des comptes (tour extérieur)
2009	directeur de l'Agence régionale de santé de Rhône-Alpes
2011	Cour des comptes
2012	secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales
2012	directeur du cabinet de la ministre des affaires sociales et de la santé (Marisol Touraine)
2013	directeur du budget (ministère de l'économie et des finances)
2017	président de la 6 ^e chambre de la Cour des comptes

**Odile Renaud-Basso**

Conseillère maître,

Promotion Jean Monnet (1988-1990)

1990	auditorat
1994	cheffe de bureau adjointe à la direction du Trésor
2003	cheffe de service du financement de l'État et de l'économie à la direction du Trésor
2005	cheffe du service des affaires multilatérales et du développement à la direction générale du Trésor et de la politique économique
2005	directrice à la direction générale économique et financière à la Commission européenne
2010	cheffe de cabinet adjoint du président du Conseil européen
2012	directrice adjointe du cabinet du Premier ministre (Jean-Marc Ayrault)
2013	directrice générale adjointe de la Caisse des dépôts et consignations et directrice des fonds d'épargne
2016	directrice générale du Trésor
2020	présidente de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)



Stéphane Israël

Conseiller référendaire,

Promotion Nelson Mandela
(1999-2001)

2001	auditorat
2007	conseiller auprès du co-président exécutif d'EADS et d'Airbus
2008	directeur du contrôle de gestion et du contrôle de programme de la division défense d'Astrium S.A.S., filiale d'EADS
2010	directeur du programme "Surveillance globale pour l'environnement et la sécurité" chez Astrium S.A.S.
2012	directeur du cabinet du ministre du redressement productif (Arnaud Montebourg)
2013	président directeur général d'Arianespace



François Adam

Conseiller maître,

Promotion Marc Bloch (1995-1997)

1997	auditorat
2001	conseiller technique au cabinet de la ministre de la justice (Marylise Lebranchu)
2002	Cour des comptes
2003	sous-préfet ville auprès du préfet de la région Alsace, préfet du Bas-Rhin
2005	directeur général adjoint de l'Opac de Paris puis de Paris Habitat OPH
2010	directeur général adjoint de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé)
2012	conseiller social au cabinet du ministre de l'économie et des finances (Pierre Moscovici)
2013	directeur adjoint du cabinet du ministre de l'économie et des finances (Pierre Moscovici)
2014	directeur adjoint du cabinet du secrétaire d'État auprès du ministre des finances et des comptes publics, chargé du budget (Christian Eckert) et conseiller comptes publics au cabinet du ministres des finances et des comptes publics (Michel Sapin)
2015	directeur du cabinet du secrétaire d'État chargé du budget et directeur adjoint du cabinet du ministre des finances et des comptes publics
2017	Cour des comptes
2018	directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages au ministère de la transition écologique et solidaire
2019	directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature par intérim du ministère de la transition écologique et solidaire



Catherine Mayenobe

Conseillère maître,

Promotion Jean Monnet (1989-1990)

1990	auditorat
1996	directrice générale adjointe de la Compagnie nationale du Rhône (CNR)
2003	Cour des comptes
2007	secrétaire générale de la Cour des comptes
2011	directrice adjointe au développement territorial, puis directrice de la mission Programme d'investissements d'avenir à la Caisse des dépôts et consignations (CDC)
2013	directrice du cabinet du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), membre du comité de direction
2014	secrétaire générale du groupe Caisse des dépôts



Marine Camiade

Conseillère maître,

Promotion Léopold Sédar Senghor
(2002-2004)

2004	auditorat
2006	chargée de mission auprès du Premier président
2009	en fonction au ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État
2010	conseillère RGPP et simplification administrative au cabinet du ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État (François Baroin)
2010	cheffe de bureau à la direction du budget
2014	sous-directrice de la deuxième sous-direction à la direction du budget (ministère de l'économie et des finances)
2018	cheffe du service "stratégie, pilotage, budget" au ministère de l'action et des comptes publics (direction générale des finances publiques)

PROFIL ENVIRONNEMENT - TRANSPORTS

**Jean-François Monteils**

Conseiller maître,

Promotion Léon Gambetta (1991-1993)

1993	auditorat
1997	attaché financier à l'agence financière près l'ambassade de France en Allemagne
2000	sous-préfet de Saintes
2003	secrétaire général pour les affaires régionales auprès du préfet de la région Corse
2007	conseiller au cabinet du Premier ministre (François Fillon)
2010	secrétaire général du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
2013	Cour des comptes
2015	Président de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine, Poitou-Charentes
2017	Président de la chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine
2021	Président du directoire de l'établissement public Société du Grand Paris

**Damien Cazé**

Conseiller maître,

Promotion Victor Schoelcher (1994-1996)

1996	auditorat
2002	conseiller technique au cabinet du ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales
2003	conseiller technique au cabinet du Premier ministre
2003	secrétaire général pour les affaires régionales auprès du préfet de la région Corse
2005	directeur des pêches et de l'aquaculture au ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité
2008	directeur des affaires maritimes à l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et l'aménagement du territoire
2010	directeur général délégué de l'établissement public du Palais de la découverte et de la cité des sciences et de l'industrie
2015	Cour des comptes
2017	conseiller écologie, transports, énergie, logement et agriculture au cabinet du Premier ministre
2020	directeur général de l'aviation civile

**Bertrand Saint-Etienne**

Conseiller référendaire,

Promotion George Orwell (2015-2016)

2017	auditorat
2020	adjoint à la secrétaire générale de l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris (mobilité)
2021	dirigeant opérationnel, directeur de la Gare du Nord - SNCF

**Nicolas Fourier**

Conseiller maître,

Promotion Antoine de Saint-Exupéry (1992-1994)

1994	auditorat
1998	conseiller technique au cabinet du ministre de l'intérieur
2000	conseiller budgétaire au cabinet de la ministre de l'emploi et de la solidarité
2001	chargé de mission auprès du directeur du contrôle de gestion du groupe Renault S.A.
2005	directeur des pêches et de l'aquaculture au ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité
2003	chargé de mission à la société Nissan-Tokyo (filiale du groupe Renault)
2006	responsable des achats globaux de plastiques, huiles et métaux précieux de Renault S.A., puis directeur général adjoint en charge des achats matières du groupe Renault S.A.S
2011	Cour des comptes
2013	directeur de l'énergie à la SNCF
2014	directeur stratégie ferroviaire et régulation à la SNCF, directeur de projet de la réforme ferroviaire
2016	directeur marketing et commercial de SNCF Réseau (DMC)
2019	directeur du contrôle de gestion et de la prospective de SNCF Réseau
2020	Cour des comptes

PROFIL ENVIRONNEMENT - TRANSPORTS



Christophe Garat
Conseiller référendaire,

Promotion Romain Gary (2003-2005)

2005	auditorat
2009	conseiller technique au cabinet de la secrétaire d'État chargée du commerce extérieur auprès du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État (mobilité)
2010	conseiller au cabinet du ministre auprès de la ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, chargé des affaires européennes
2011	conseiller au cabinet du ministre chargé des affaires européennes
2012	directeur délégué pour le projet de refonte du système ferroviaire à la SNCF
2015	directeur délégué économie des transports et réforme ferroviaire à la SNCF
2015	directeur du programme de transformation chez SNCF Mobilités (direction des trains)
2018	superviseur à la direction générale de l'audit et des risques à la SNCF
2020	secrétaire général adjoint de SNCF Voyageurs

PROFIL JURIDICTIONS FINANCIÈRES



Catherine Hirsch
Procureure générale,

Promotion Denis Diderot (1984-1986)

1975	élève professeur à l'Institut de préparation aux enseignements de second degré
1979	professeure agrégée d'histoire
1986	administratrice civile au ministère de l'économie, des finances et de la privatisation (direction des relations économiques extérieures)
1990	chargée de mission auprès de la société de banque Thomson (mobilité)
1992	conseillère technique au cabinet du ministre de l'industrie et du commerce extérieur
1993	chefe de bureau à la direction des relations économiques extérieures
1997	secrétaire générale adjointe de la Cour des comptes
1999	secrétaire générale de la Cour des comptes
2001	disponibilité pour convenances personnelles
2002	Cour des comptes
2005	présidente de la chambre régionale des comptes des Pays de la Loire
2011	présidente de la chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes
2012	présidente de la chambre régionale des comptes d'Auvergne, Rhône-Alpes
2017	présidente de chambre
2019	Procureure générale



Mohammed Adnène Trojette
Conseiller référendaire,

Promotion Robert Badinter (2009-2011)

2011	auditorat
2006	ingénieur-développeur chez Uniways
2014	chargé de mission auprès du Premier président
2016	directeur général du Liberté Living-lab (mobilité)
2017	secrétaire général adjoint de la Cour des comptes
2019	conseiller action publique et numérique à la présidence de la République et conseiller technique numérique au cabinet du Premier ministre

PROFIL JURIDICTIONS FINANCIÈRES

**Carine Camby**

Conseillère maître,

Promotion Denis Diderot (1984-1986)

1986	auditorat
1993	cheffe du département de la production audiovisuelle et des médias privés au SJTI
1994	directrice financière de la société "Télévision du savoir, de la formation et de l'emploi"
1997	directrice générale de la société de production audiovisuelle "Image et compagnie"
1998	Cour des comptes
2003	directrice générale de l'Établissement français des greffes, puis de l'Agence de la biomédecine
2008	chargée de mission auprès du Haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté (Martin Hirsch)
2008	Cour des comptes
2010	déléguée générale de la Cité internationale universitaire de Paris
2019	1 ^{re} avocate générale près la Cour des comptes
2021	rapporteuse générale de la Cour des comptes

**Paul Serre**

Conseiller maître,

Promotion Romain Gary (2003-2005)

2005	auditorat
1991	chargé d'études de transport à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France
1991	en fonction à la direction de la communication de l'Anvar
1993	directeur technique au comité des constructeurs français d'automobiles
2010	adjoint de la chef de service des synthèses et du pilotage budgétaire au ministère de la défense (mobilité)
2012	conseiller pour les questions économiques, financières et budgétaires au cabinet du ministre de la défense
2013	directeur adjoint du cabinet civil et militaire du ministre de la défense
2013	directeur adjoint du cabinet civil et militaire du ministre de la défense
2017	directeur, adjoint au secrétaire général pour l'administration du ministère des armées
2019	secrétaire général adjoint de la Cour des comptes
2021	président de la chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine

Premier poste obtenu à la sortie de l'auditorat pour les dernières promotions de magistrat(e)s

► Promotion Georges Clemenceau (2018)

Justine Boniface : directrice du cabinet du président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique

Cyprien Canivenc : rapporteur général du Comité de surveillance des investissements d'avenir au secrétariat général pour l'investissement

Antoine Comte-Bellot : directeur adjoint de projet au ministère de la transition écologique

► Promotion Louise Weiss (2017)

Romain Gareau : sous-préfet à la relance auprès du préfet de la région Occitanie

Antoine Imberti : chef de projet pour la mise en œuvre de la cinquième branche de la sécurité sociale auprès des ministères sociaux

Margot Renault : conseillère en charge des relations avec le Royaume-Uni au secrétariat général pour les affaires européennes

Hélène Szarzynski : chargée de mission « modèle économique des opérateurs culturels » au ministère de la culture

Jérôme Perdreau : chef de pôle politiques sectorielles, conseiller aux affaires agricoles à compétence régionale à Tokyo

► Promotion Orwell (2016)

Arnaud Bontemps : responsable de la mission organisation territoriale des soins à la CPAM de Seine-Saint-Denis

Florian Bosser : directeur de cabinet du délégué interministériel aux jeux olympiques et paralympiques 2024 (DIJOP)

David Guibaud : chef du bureau budgétaire « Aménagement, logement et développement économique » à la ville de Paris

Lucie Roesch : directrice de cabinet du Préfet de l'Ain

Bertrand Saint-Etienne : chargé de mission au sein de l'établissement public pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame

► Promotion Winston Churchill (2015)

Emilie Barreau : cheffe du bureau de la protection de l'enfance et de l'adolescence à la direction générale de la cohésion sociale (ministère des solidarités et de la santé)

Constance Favereau : cheffe de projet « stratégie nationale de santé et mise en œuvre du projet régional de santé Hauts de France » à l'agence régionale de santé des Hauts-de-France

Anastasia Illine : chargée de mission à la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

Lorenzo Schiavi : responsable de programme à la French Tech (ministère de l'économie et des finances)

► Promotion Jean de la Fontaine (2014)

Laetitia Buffet : conseillère solidarités au cabinet de la ministre de la santé et des solidarités

Nicolas Hauptmann : adjoint au rapporteur général de la Cour des comptes

Benjamin Lancar : auditeur interne au sein du groupe L'Oréal

Julien Marchal : coordinateur des chantiers du déconfinement à l'Agence régionale de santé Ile-de-France

Delphine Rouilleault : directrice de cabinet du directeur générale de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

► Promotion Jean Zay (2013)

Cédric Brottier : président de la société l'Instant

Antoine Fouilleron : directeur de la stratégie d'intervention financière et du contrôle de gestion à l'Office français de la biodiversité

Sébastien Justum : chargé de participations à l'agence des participations de l'État

Esther Mac Namara : vice-présidente affaires publiques et règlementaires de la société Open Classroom

Anatole Puiseux : secrétaire général adjoint de l'office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA)

► Promotion Marie Curie (2012)

Stéphanie Cabossioras : responsable du pôle affaires européennes, Autorité des marchés financiers

Thibault Deloye : secrétaire général de la préfecture du Cher

Stéphane Gaillard : secrétaire général de la Villa Médicis

Matthieu Gatineau : directeur de cabinet du président de la Fédération française de l'assurance

Marianne Lucidi : conseillère au cabinet du Premier ministre

► Promotion Jean-Jacques Rousseau (2011)

Alice Bossière : administratrice chargée des enquêtes d'initiative auprès de la Médiatrice européenne

Delphine Champetier de Ribes : directrice du cabinet du directeur général de la CNAMTS

Sarah Lemoine : conseillère à la direction de l'Union européenne au ministère des affaires étrangères (Maedi)

Boris Melmoux-Eude : chef du bureau des finances et des politiques de l'Union européenne à la direction du budget (ministère de l'économie et des finances)

Trois questions à...



Lucie Roesch

(Promotion George Orwell)

Conseillère référendaire,
cheffe de cabinet adjointe du
cabinet du Premier ministre



Jean-Baptiste Gourdin

(Promotion Simone Veil)

Conseiller référendaire,
directeur général des médias
et des industries culturelles

Pourquoi avoir choisi la Cour des comptes ?

LR : J'ai d'abord choisi la Cour parce que je me suis reconnue dans les valeurs et principes de la « maison JF » : la collégialité, l'indépendance de travail et d'esprit, la rigueur de l'analyse et la variété de profils et de parcours qui y coexistent. J'y ai vu aussi l'opportunité d'y parfaire ma formation jusque-là très généraliste et de développer encore mon appétence pour les finances et la gestion publiques. Enfin, en début de carrière, la Cour me semblait offrir un point de vue assez remarquable et rare à 360 degrés sur l'administration publique en me permettant, grâce aux contrôles réalisés, d'échanger avec des acteurs très nombreux et très variés du service public.

JBG : À ma sortie de l'ENA, j'ai choisi de rejoindre la Cour pour trois raisons :

- L'indépendance inhérente au statut de magistrat financier, gage de liberté intellectuelle
- La perspective de travailler sur des sujets variés et de découvrir des politiques publiques très diverses
- La dimension juridictionnelle de l'activité de la Cour, qui me permettait de mettre à profit ma formation juridique, et qui m'a poussé à choisir la 4^{ème} chambre, chargée d'examiner les appels des jugements des CRC.

Quels sont les grands enseignements tirés de l'auditorat ?

LR : La Cour offre quantité d'apprentissages pour un agent en début de carrière. Apprentissages thématiques bien sûr, selon le(s) champ(s) de l'action publique exploré(s) en cours de ses contrôles- l'énergie, les transports, les Armées, etc,... - et apprentissages plus sectoriels selon les types de contrôles réalisés - marchés publics, systèmes d'information, droit budgétaire, etc. Ayant eu la chance de faire des contrôles assez différents et de conduire des missions à l'international, j'ai pu toucher à beaucoup de domaines et donc développer une palette de compétences plutôt variée.

JBG : Au cours des 5 années que j'ai passées à la Cour, j'ai appris à analyser le fonctionnement d'une structure

publique ou d'une politique publique en croisant les points de vue et en combinant les dimensions financière, juridique, économique, sociologique, organisationnelle...

Cette approche « multi-dimensionnelle » permet de saisir la complexité des questions auxquelles l'action publique est confrontée et de se préparer à l'art délicat de la conciliation entre la norme et la pratique.

En quoi le passage à la Cour est-il utile pour le premier poste et la suite de la carrière ?

LR : La Cour est indéniablement une école de la rigueur, tant dans l'analyse que dans l'écriture. Ce sont des qualités que l'on conserve ensuite et qui m'ont été très utiles dès que j'ai quitté la maison. La collégialité est aussi une vertu que j'ai tâché d'importer dans mes nouvelles fonctions : face à des décisions parfois difficiles, quand aucune solution évidente ne s'impose, le débat collégial permet l'expression de points de vue et la recherche collective du bien commun.

JBG : Mon passage à la Cour m'a d'abord donné des « réflexes » qui me sont utiles au quotidien (par exemple en matière de droit de la commande publique). Il m'a permis de développer une « culture de l'évaluation » que je m'efforce d'entretenir dans l'exercice de mes responsabilités administratives actuelles.

La pratique de la collégialité et de la contradiction est par ailleurs très formatrice : elle entraîne à la construction de raisonnements structurés et argumentés ainsi qu'à la prise en compte de points de vue différents du sien, qualités utiles à l'exercice de responsabilités administratives, que ce soit dans le management d'équipes, dans le dialogue interministériel, ou dans le dialogue entre administrations et cabinets.

Enfin, mon passage à la Cour m'a donné l'occasion de rencontrer des personnalités très diverses, aux parcours extrêmement riches et variés (dans la sphère publique comme dans le secteur privé), et de m'ouvrir à des secteurs auxquels je n'aurais pas forcément songé à m'intéresser.

Votre rémunération

Lors de leur arrivée à la Cour des comptes par la voie du détachement, les personnes nommées dans les fonctions d'auditeur sont classées à l'échelon comportant un indice égal ou immédiatement supérieur à celui qu'elles détiennent dans leur grade ou cadre d'emploi d'origine.

Elles conservent, dans la limite de la durée de services exigée pour l'accès à l'échelon supérieur de l'emploi de détachement, l'ancienneté acquise dans leur grade ou cadre d'emploi d'origine lorsque le détachement leur procure un avantage inférieur à celui qui aurait résulté d'un avancement d'échelon dans leur grade ou cadre d'emploi d'origine, ou qui a résulté de leur élévation audit échelon si celui-ci était le plus élevé de leur précédent grade ou cadre d'emploi.

Les personnes qui percevaient, dans leur grade ou cadre d'emploi d'origine, un traitement supérieur à celui correspondant à l'échelon terminal du grade actuel d'auditeur conservent, à titre personnel, leur indice de rémunération.

Cette rémunération indiciaire se cumule avec la rémunération indemnitaire allouée aux membres de la Cour des comptes en application des dispositions du décret n°2003-177 du 3 mars 2003 relatif au régime indemnitaire des magistrats et rapporteurs de la Cour des comptes.

La rémunération indemnitaire se compose d'une prime forfaitaire de fonctions ainsi que d'une prime de rendement revalorisée chaque année en fonction de la quantité et de la qualité des travaux effectués et, le cas échéant, de l'importance et de la valeur des services rendus. Les auditeurs sont également éligibles au versement d'un bonus non reconductible.

La direction des ressources humaines peut établir des simulations personnalisées.

Contact DRH

Alicia Sedki,

chefe du département des magistrats
et de l'encadrement supérieur

courriel : alicia.sedki@ccomptes.fr

LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT

3 postes proposés par la Cour des comptes



La Cour des comptes recrute trois auditeurs par la nouvelle voie d'accès à l'institution prévue par la réforme de l'encadrement supérieur de l'Etat, par la voie du détachement. Les auditeurs sont membres de la Cour des comptes. Ils exercent la fonction de magistrat au sein de l'Institution et participent aux délibérations collégiales. Ils peuvent exercer une activité juridictionnelle.

Comment postuler :

Si vous souhaitez postuler, vous devez avoir au moins deux ans d'ancienneté dans un des corps ou cadres d'emplois mentionnés dans l'avis de vacance et listés par le décret n° 2021-1216 du 22 septembre 2021 :

- Administrateurs de l'État ; administrateurs de l'Assemblée nationale ; administrateurs de la ville de Paris ; administrateurs de l'Institut national de la statistique et des études économiques ; administrateurs du Sénat ; administrateurs territoriaux ; ingénieurs des mines ; ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts ; personnels de direction des établissements de santé.

Les trois postes offerts peuvent être pourvus au titre de la mobilité statutaire. Les auditeurs exercent leurs fonctions à la Cour des comptes pour une durée de trois ans à l'issue de laquelle ils peuvent être intégrés dans le corps des magistrats de la Cour des comptes au grade de conseiller référendaire.

Le dossier de candidature doit être transmis par voie électronique à recrutements-magistrats@ccomptes.fr et comporter les pièces suivantes :

- une lettre de motivation,
- un curriculum vitae détaillé,
- un rapport d'analyse d'une réalisation professionnelle (deux pages maximum).

Un comité consultatif, comprenant pour la Cour des comptes Mme Nathalie Casas, conseillère maître, M. Christophe Strassel, conseiller maître, et au titre des personnes qualifiées M. Paul Peny, administrateur général de l'État, Mme Manel Benzerafa Alilat, maître de conférences, émet un avis sur l'aptitude des candidats à exercer les fonctions d'auditeur, compte tenu de leur capacité à acquérir les compétences requises pour l'exercice des fonctions de magistrat au sein des juridictions financières et à participer à des délibérations collégiales, de leur compréhension des exigences déontologiques attachées à ces fonctions ainsi que de leur sens de l'action publique au vu notamment des services accomplis dans leurs fonctions précédentes. Après l'examen du dossier, le comité consultatif réalise une audition des candidats présélectionnés et transmet son avis au Premier président.

Calendrier

Mercredi 11 mai 2022 à 12h30 : un webinaire avec la secrétaire générale de la Cour des comptes est ouvert à toutes les personnes souhaitant candidater afin d'obtenir plus d'informations sur la procédure, les missions confiées à la Cour et l'environnement de travail

Vendredi 20 mai 2022 inclus : date limite pour l'envoi du dossier de candidature

Courant juin 2022 : présélection sur dossier par le comité consultatif

Courant juin : audition des candidats présélectionnés par le comité consultatif

Première quinzaine de juillet 2022 : sélection des trois candidats afin d'être détaché à la Cour des comptes en qualité d'auditeur

La date de prise de fonctions serait souhaitée pour le 1^{er} septembre 2022.

Contacts utiles

Pour toute question, pour obtenir des précisions ou pour faire acte de candidature, veuillez prendre contact avec **Camille Andrieu**, auditrice, chargée de mission auprès du Premier président :

camille.andrieu@ccomptes.fr - T 01 72 34 17 75

Les auditeurs et auditrices en poste à la Cour et présents aux pages 23 à 27 sont également à votre disposition pour toutes vos questions.

Tous les renseignements complémentaires sont disponibles sur le site internet de la Cour des comptes (www.ccomptes.fr), rubrique « **Nous rejoindre à la Cour** ».

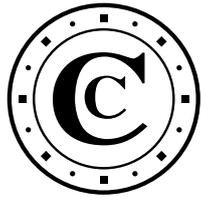
Cour des comptes. Tous droits réservés.

Avril 2022 - Réalisation : direction de la communication

Imprimé par le service Repro - Cour des comptes

Photos : Émile Lombard, Cour des comptes (Frontispice de la Gd'chambre – p. 3, Prestation de serment promo ENA Aimé Césaire, 2021 – p. 3, Premier président – p. 4, façade du Palais Cambon – p. 5, présentation de rapports – p. 8, audience publique CDBF - p. 7, couvertures de rapports - p. 8, conférence de presse sur la situation et les perspectives des finances publiques (RS-PFP) - p. 10, audiences solennelles – pp. 14-17-21, JF2025 - p. 20, JF2025 - p. 19, fête de la musique 2019 - p.22, kiosque présentation des métiers (ENA) – p. 45. CRC Nouvelle-Aquitaine (siège de la CRC – p. 6). Elysée (remise du rapport d'audit au Président de la République - p. 11). DRIAIEF-PAM (p. 12).

Illustrations : Laure Michelet - pp. 6-7, Marion Marty - pp. 22, 28, Cour des comptes.



Cour des comptes
13, rue Cambon
75100 Paris Cedex 01
T 01 42 98 95 00
www.ccomptes.fr

